



Banque  
européenne  
d'investissement

*La banque de l'UE*

Union européenne

Vue d'ensemble

ENQUÊTE BEI SUR L'INVESTISSEMENT

2019



Enquête du Groupe BEI sur l'investissement  
et le financement de l'investissement 2019

# Union européenne

Vue d'ensemble



**Banque  
européenne  
d'investissement**

*La banque de l'UE*

## **Enquête du Groupe BEI sur l'investissement et le financement de l'investissement 2019 : synthèse concernant l'UE**

© Banque européenne d'investissement (BEI), 2019. Tous droits réservés.

### **À propos de l'enquête de la BEI sur l'investissement (EIBIS)**

L'enquête du Groupe BEI sur l'investissement et le financement de l'investissement est une étude annuelle sans équivalent menée auprès de quelque 13 500 entreprises. Elle porte sur des entreprises de tous les États membres de l'UE, ainsi que sur un échantillon d'entreprises américaines à titre de comparaison. Elle permet de collecter des données sur les caractéristiques et les résultats des entreprises, sur leurs investissements antérieurs et leurs projets pour l'avenir, ou encore sur leurs sources ou leurs problèmes de financement, et sur les autres défis qu'elles doivent relever. Basée sur un échantillonnage stratifié, l'enquête EIBIS est représentative à l'échelle de l'ensemble des États membres de l'UE et des États-Unis, ainsi qu'au niveau des catégories d'entreprises de différentes tailles (des microentreprises aux grandes entreprises) et de quatre grands secteurs. Elle vise à rassembler un éventail d'observations permettant l'analyse de séries chronologiques, observations qui peuvent aussi porter sur le bilan et les comptes de résultat des entreprises. L'enquête EIBIS est conçue et gérée par le département Analyses économiques de la BEI, avec le soutien conceptuel et opérationnel d'Ipsos MORI.

Pour de plus amples informations, veuillez consulter le site suivant : <http://www.bei.org/eibis>.

### **À propos de la présente publication**

Le présent rapport à l'échelle de l'UE offre une vue d'ensemble d'une série s'intéressant à chacun des États membres de l'UE ainsi qu'aux États-Unis. Ces documents ont pour objet de fournir un aperçu des données qui soit facilement consultable. Aux fins de ces publications, les données sont pondérées en fonction de la valeur ajoutée afin de mieux refléter la contribution des différentes entreprises à l'activité économique. Contact : [eibis@eib.org](mailto:eibis@eib.org).

### **À propos du département Analyses économiques de la BEI**

Le département Analyses économiques de la BEI a pour mission de fournir des analyses et des études économiques destinées à aider la Banque à mettre en œuvre ses opérations et à définir son positionnement, sa stratégie et ses politiques. Fort de 40 économistes, le département est placé sous la direction de Debora Revoltella.

### **Principal contributeur à la présente publication**

Philipp-Bastian Brutscher.

### **Clause de non-responsabilité**

Les opinions exprimées dans la présente publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement la position de la BEI.

### **À propos d'Ipsos Public Affairs**

Ipsos Public Affairs travaille en étroite collaboration avec des autorités nationales, des services publics locaux et le secteur des organisations à but non lucratif, ainsi qu'avec des organisations internationales et supranationales. Son personnel, composé d'environ 200 chercheurs basés à Londres et à Bruxelles, étudie principalement des questions ayant trait aux politiques et aux services publics. Nos études sont utiles aux décideurs et aux collectivités.



# Enquête EIBIS 2019 – Synthèse concernant l'UE

## PRINCIPAUX RÉSULTATS

### Dynamique d'investissement

Dix années se sont écoulées depuis la crise financière mondiale ; l'investissement global a dépassé le niveau d'avant la crise en 2017 et enregistré une nouvelle hausse en 2018. Le secteur des entreprises est le principal moteur du redressement de l'investissement, qui est aujourd'hui supérieur à son niveau d'avant la crise de près de 10 points de pourcentage.

En 2019, les entreprises qui prévoient une augmentation de leurs activités d'investissement dans l'année à venir sont plus nombreuses que celles qui anticipent une contraction. Le solde net entre les deux catégories ressort toutefois en baisse, ce qui suggère un fléchissement de la dynamique d'investissement des entreprises.

### Activités d'innovation

Une entreprise de l'UE sur trois mène une activité d'innovation sous une forme ou sous une autre. Plus d'une sur deux a mis en œuvre, en partie ou en totalité, une technologie numérique. L'UE enregistre un retard par rapport aux États-Unis au regard de ces deux aspects.

Le décalage dans l'adoption des technologies numériques est plus marqué en ce qui concerne l'utilisation des applications de l'internet des objets, à savoir des dispositifs, des véhicules et des appareils connectés qui peuvent collecter et partager des données sans qu'une interaction humaine ne soit nécessaire. Les PME, les entreprises de croissance lente et les entreprises de création récente enregistrent généralement les retards les plus importants par rapport à leurs homologues américaines lorsqu'il s'agit d'adopter les technologies numériques.

### Moteurs et freins

Le contexte tant économique que politique et réglementaire pèse sur les perspectives d'investissement des entreprises. Les entreprises sont plus nombreuses à anticiper, au cours des douze prochains mois, une dégradation du contexte économique et réglementaire plutôt qu'une amélioration. Il s'agit là d'une nouvelle détérioration par rapport aux précédentes vagues d'enquête.

Le manque de personnel possédant les compétences appropriées et l'incertitude sont les entraves à long terme à l'investissement les plus communément citées, l'incertitude découlant principalement des craintes avivées de tensions commerciales.

### Accès au financement

Dans l'UE, 5 % des entreprises peuvent être considérées comme soumises à des contraintes financières pour ce qui est de l'accès aux financements externes. Cette

proportion est la même que dans l'enquête EIBIS 2018. Les PME sont deux fois plus nombreuses que les grandes entreprises à faire état de contraintes financières dans l'UE (6 %, contre 3 %).

Parmi les entreprises européennes qui font appel à des financements externes, le motif d'insatisfaction le plus important concerne l'exigence d'une sûreté et le coût de ces financements (7 % pour l'un comme pour l'autre).

### Priorités d'investissement

De pair avec la détérioration des perspectives économiques, les investissements de remplacement constituent la priorité la plus communément citée pour les trois prochaines années (par 36 % des entreprises).

Au cours du dernier exercice financier, les investissements dans les machines et les équipements ont représenté la majeure partie (47 %) de l'activité d'investissement des entreprises, devant les terrains, les bâtiments commerciaux et les infrastructures (16 %). Les investissements visant principalement des gains d'efficacité énergétique ont représenté quelque 10 % du total des activités d'investissement.

### Besoins d'investissement

Quinze pour cent des entreprises signalent que les investissements qu'elles ont mis en œuvre au cours des trois dernières années ont été inférieurs aux besoins. Seulement 3 % d'entre elles font état d'un surinvestissement au cours de la même période. Ces résultats correspondent à ceux de l'enquête EIBIS 2018.

Trois entreprises sur cinq déclarent fonctionner à pleine capacité ou au-delà. Plus de deux entreprises sur cinq (43 %) mentionnent qu'elles ont procédé à un audit énergétique au cours des trois dernières années, les grandes entreprises étant deux fois plus susceptibles que les PME de signaler un tel audit.

### Financement de l'investissement

Les entreprises de l'ensemble de l'UE continuent de s'appuyer sur des ressources internes (62 %) pour financer la majorité de leurs investissements, les financements externes représentant à peine un peu plus d'un tiers (36 %). Comme dans les vagues d'enquête précédentes, les prêts bancaires représentent la plus grande part des financements externes utilisés pour les activités d'investissement (58 % dans l'enquête EIBIS 2019).

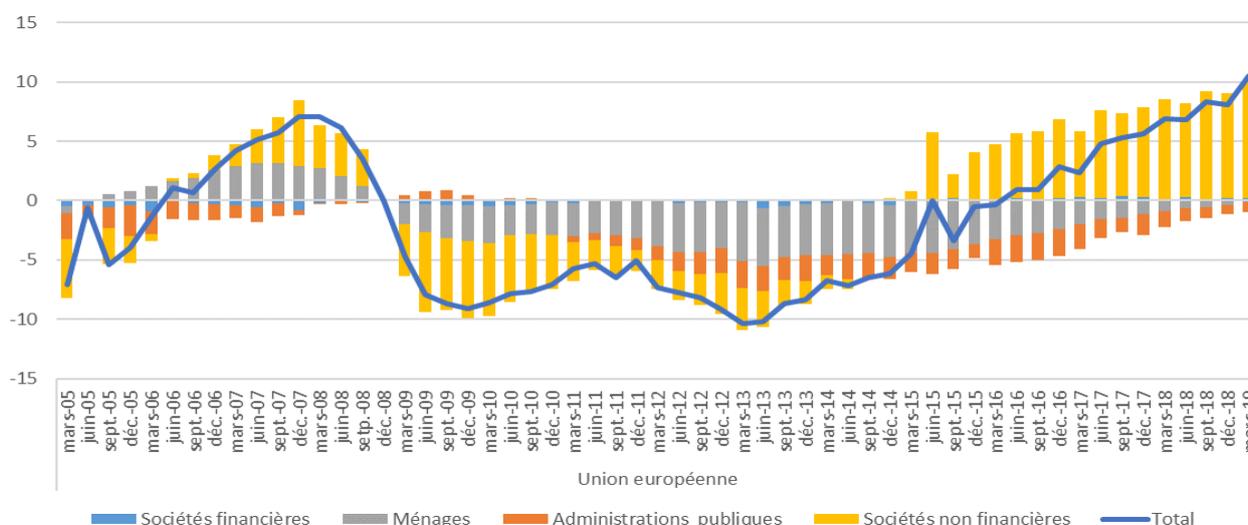
Parmi les entreprises de l'UE, 16 % n'ont pas sollicité de financement externe car elles sont satisfaites de recourir à des financements internes ou n'ont pas besoin de financement. Une entreprise sur cinq dans l'UE indique être très rentable. Ce résultat correspond également à celui de l'enquête EIBIS 2018.

# Dynamique d'investissement

## DYNAMIQUE D'INVESTISSEMENT PAR SECTEUR INSTITUTIONNEL

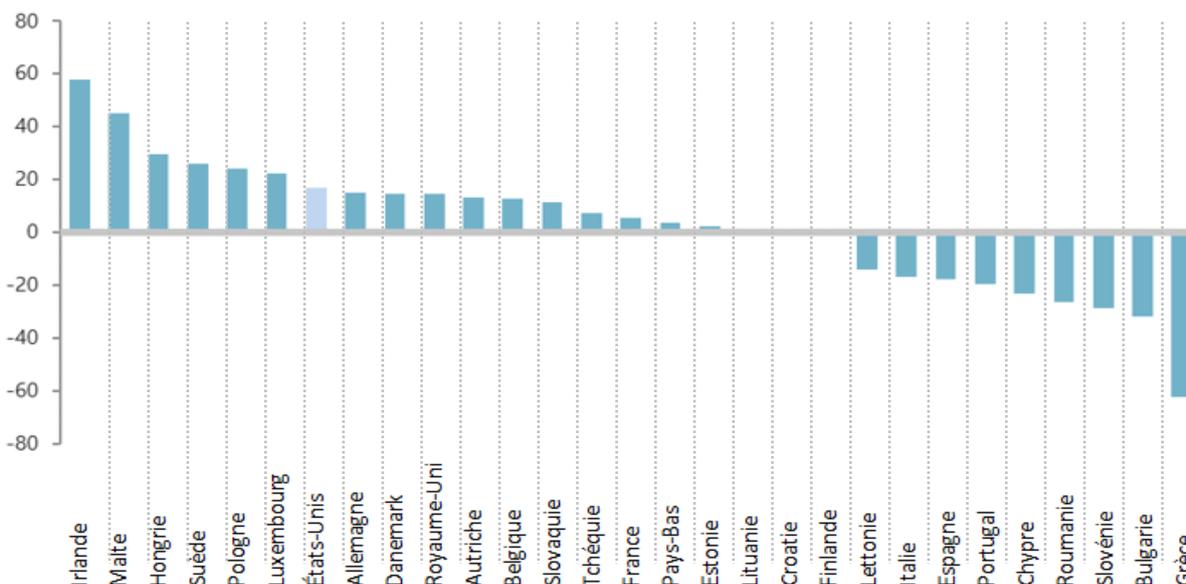
L'activité globale d'investissement a dépassé le niveau d'avant la crise en 2017 et a enregistré une nouvelle hausse en 2018 et 2019. Le secteur des entreprises est le principal moteur du redressement de l'investissement. L'investissement public et l'investissement des ménages, en

revanche, n'ont pas encore retrouvé leur niveau d'avant la crise. Dans une perspective de comparaison entre pays, l'investissement global demeure en deçà des niveaux d'avant la crise dans onze pays, plus particulièrement en Grèce, en Bulgarie et en Slovaquie.



Évolution de la formation brute de capital fixe (en valeur réelle), par secteur institutionnel. Les données ont été indexées pour être égales à 0 au T4 2008. Source : Eurostat.

## DYNAMIQUE D'INVESTISSEMENT PAR PAYS



Formation brute de capital fixe (en valeur réelle) au T4 2018 par rapport à 2008. Source : Eurostat.

# Dynamique d'investissement

## ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT AU COURS DU DERNIER EXERCICE FINANCIER

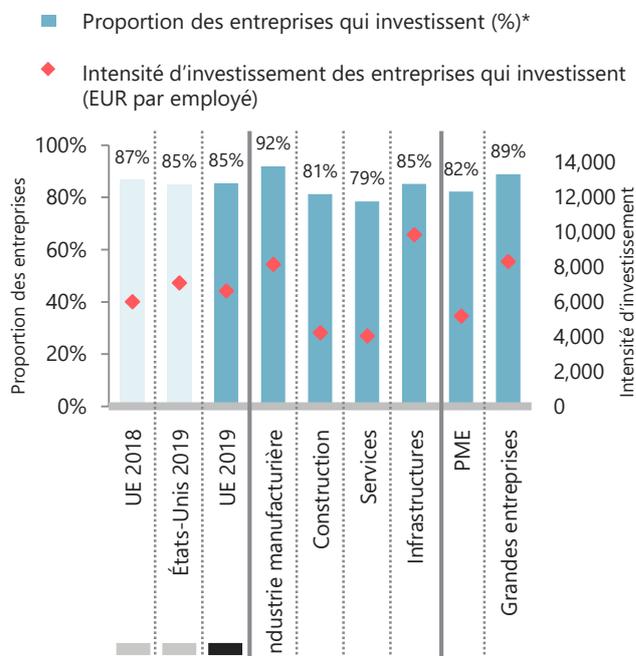
Plus de huit entreprises sur dix dans l'UE ont investi au cours du dernier exercice financier (85 %). La proportion d'entreprises ayant investi est comparable à celle ressortant de l'enquête EIBIS 2018 (87 %). La proportion d'entreprises qui investissent est la plus forte dans le secteur manufacturier (92 %) et la plus faible dans le secteur des services (79 %). Les grandes entreprises ont été proportionnellement plus nombreuses à investir (89 %) que les PME (82 %).

L'intensité d'investissement médiane est proche du niveau de l'enquête EIBIS 2018. L'intensité d'investissement reste la plus forte dans le secteur des infrastructures et l'industrie manufacturière et la plus faible dans les secteurs de la construction et des services.

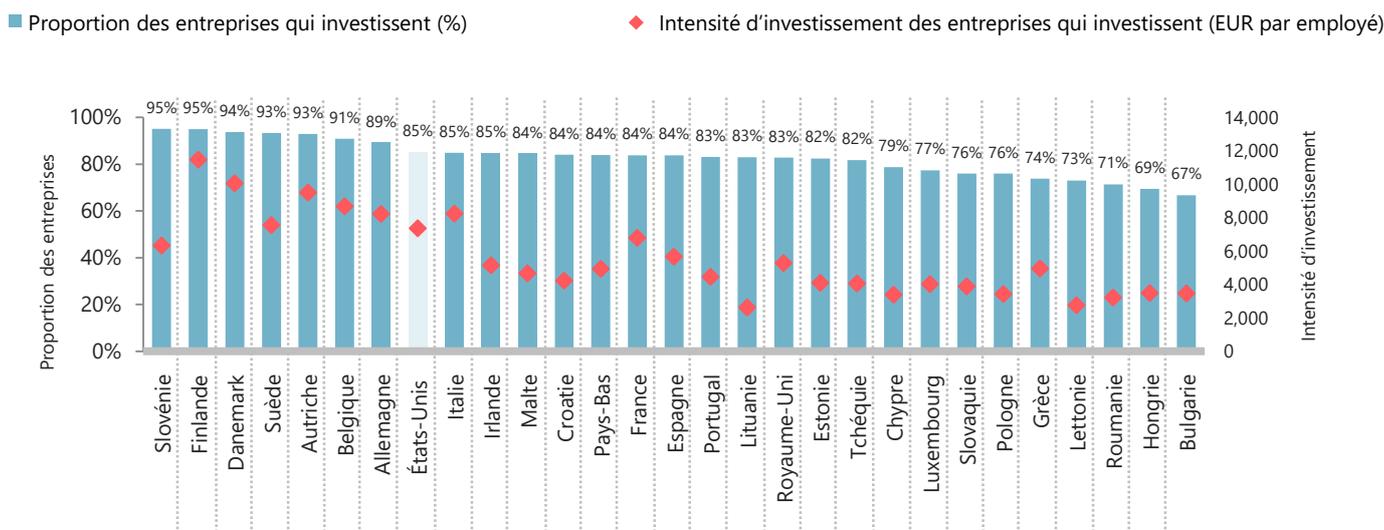
La proportion d'entreprises qui investissent est la plus élevée en Slovaquie et en Finlande (95 % dans les deux cas) et la plus faible en Bulgarie et en Hongrie (respectivement 67 % et 69 %).

\* Les barres bleues indiquent la proportion des entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier. Il est considéré qu'une entreprise a investi si elle a dépensé plus de 500 EUR par employé pour des activités d'investissement. L'intensité d'investissement est l'investissement médian par employé réalisé par les entreprises qui investissent. L'intensité d'investissement est rapportée en termes réels en utilisant le déflateur de la FBCF d'Eurostat (référence : enquête EIBIS 2016).

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).



## ACTIVITÉ D'INVESTISSEMENT PAR PAYS AU COURS DU DERNIER EXERCICE FINANCIER



\* Les barres bleues indiquent la proportion des entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier. Il est considéré qu'une entreprise a investi si elle a dépensé plus de 500 EUR par employé pour des activités d'investissement. L'intensité d'investissement est l'investissement médian par employé réalisé par les entreprises qui investissent. L'intensité d'investissement est rapportée en termes réels en utilisant le déflateur de la FBCF d'Eurostat (référence : enquête EIBIS 2016).

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Dynamique d'investissement

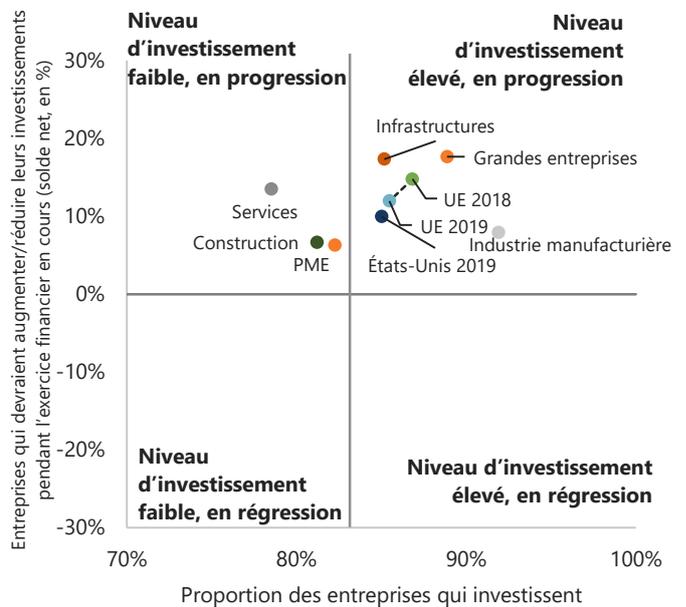
## CYCLE D'INVESTISSEMENT

Globalement, les entreprises de l'UE ont tendance à considérer leurs futurs investissements avec optimisme. La majeure partie des pays se situent dans les quadrants « niveau d'investissement faible, en progression » ou « niveau d'investissement élevé, en progression » du cycle d'investissement, de même que tous les secteurs et toutes les catégories d'entreprises.

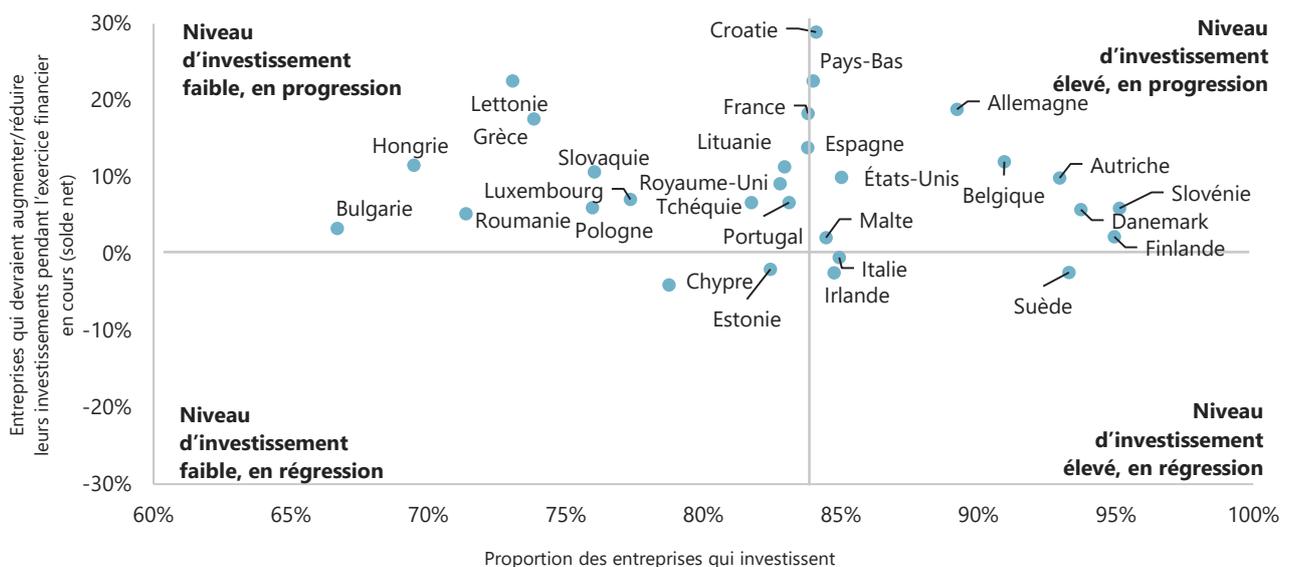
Les principales exceptions sont Chypre et l'Estonie, qui se situent dans le quadrant « niveau d'investissement faible, en régression », ainsi que l'Irlande, l'Italie et la Suède, dans le quadrant « niveau d'investissement élevé, en régression », sachant que les entreprises de ces pays sont plus nombreuses à se montrer pessimistes plutôt qu'optimistes quant aux perspectives d'investissement. Le tableau général s'assombrit par conséquent légèrement par rapport à l'enquête EIBIS 2018, dans laquelle un seul pays, l'Irlande, se situait dans l'un des deux quadrants « en régression ».

La proportion des entreprises qui investissent indique le pourcentage des entreprises dont les investissements par employé sont supérieurs à 500 EUR. Le point d'intersection des deux axes correspond à la moyenne de l'UE pour 2016.

Échantillon : toutes les entreprises.



## CYCLE D'INVESTISSEMENT PAR PAYS

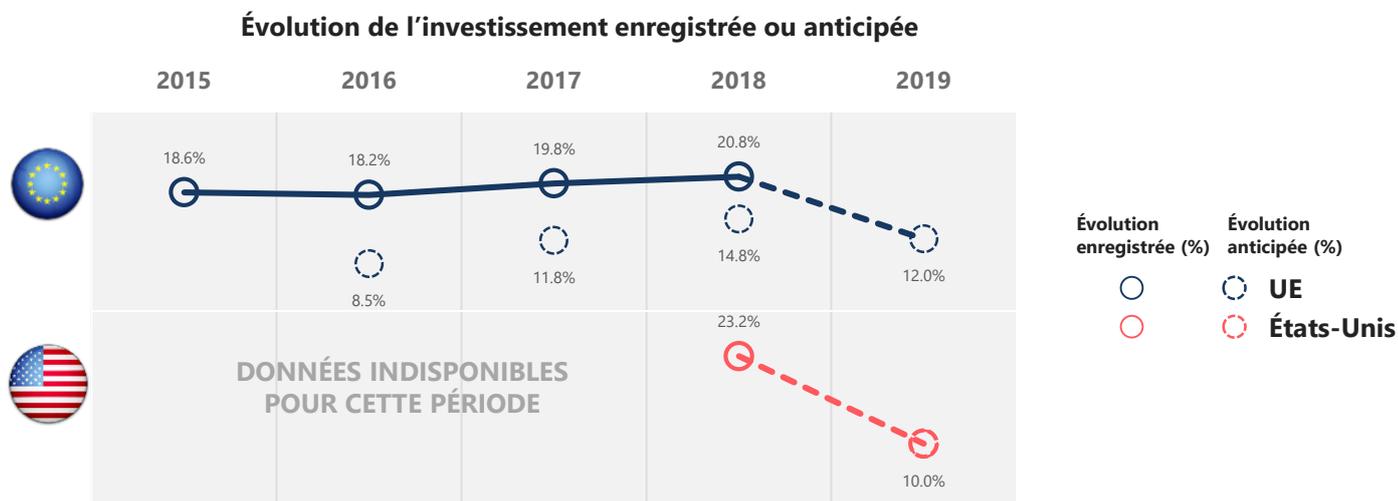


La proportion des entreprises qui investissent indique le pourcentage des entreprises dont les investissements par employé sont supérieurs à 500 EUR. Le point d'intersection des deux axes correspond à la moyenne de l'UE pour 2016.

Échantillon : toutes les entreprises.

# Dynamique d'investissement

## ÉVOLUTION DES ANTICIPATIONS D'INVESTISSEMENT



Le terme « évolution enregistrée » recouvre la proportion des entreprises qui ont investi plus, minorée de la part de celles qui ont investi moins ; le terme « évolution anticipée » recouvre la part des entreprises qui prévoient ou prévoient d'investir plus, minorée de la part de celles qui prévoient ou prévoient d'investir moins.

Échantillon : toutes les entreprises.

Au cours des trois dernières années, les entreprises ont été de plus en plus nombreuses à se montrer optimistes quant à leurs anticipations d'investissement. 2019 est la première année où s'observe un recul du solde entre les entreprises qui prévoient d'augmenter leurs investissements et les entreprises qui prévoient de les réduire.

Les perspectives d'investissement plus prudentes pour l'année à venir valent pour la plupart des pays de l'UE ainsi que pour les États-Unis. Cela laisse entendre que des facteurs à l'œuvre à l'échelle mondiale contribuent à l'affaiblissement anticipé de la dynamique d'investissement.

# Priorités d'investissement

## FUTURES PRIORITÉS D'INVESTISSEMENT (% des entreprises)

Pour les trois années à venir, le remplacement de capacités est la priorité d'investissement la plus souvent citée (36 %). Ce résultat s'inscrit en hausse par rapport à l'enquête EIBIS 2018 (33 %). Les entreprises du secteur des infrastructures sont les plus susceptibles de considérer le remplacement de capacités comme leur priorité (42 %).

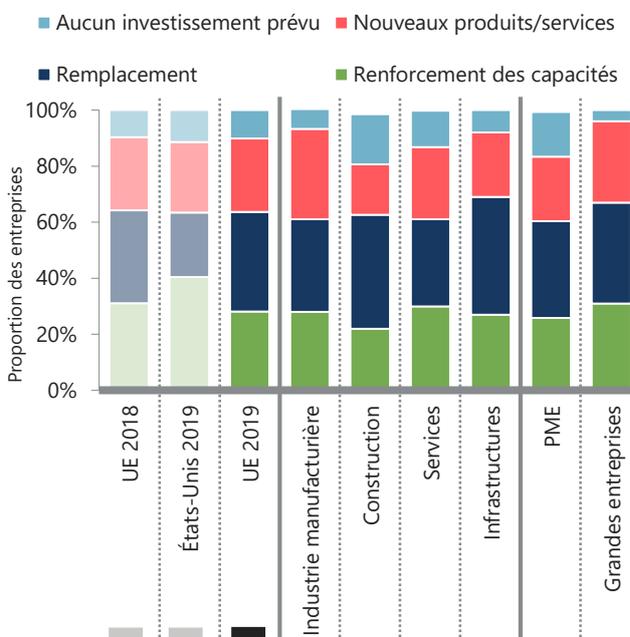
Le renforcement de capacités reste la deuxième priorité signalée par les entreprises (27 %), un chiffre en baisse par rapport à celui de l'enquête EIBIS 2018 (31 %).

Aux États-Unis, l'ordre des priorités d'investissement diffère légèrement de celui de l'UE ; les entreprises américaines sont moins nombreuses à considérer les investissements de remplacement comme une priorité (23 %) et plus nombreuses à citer les investissements de capacité (40 %).

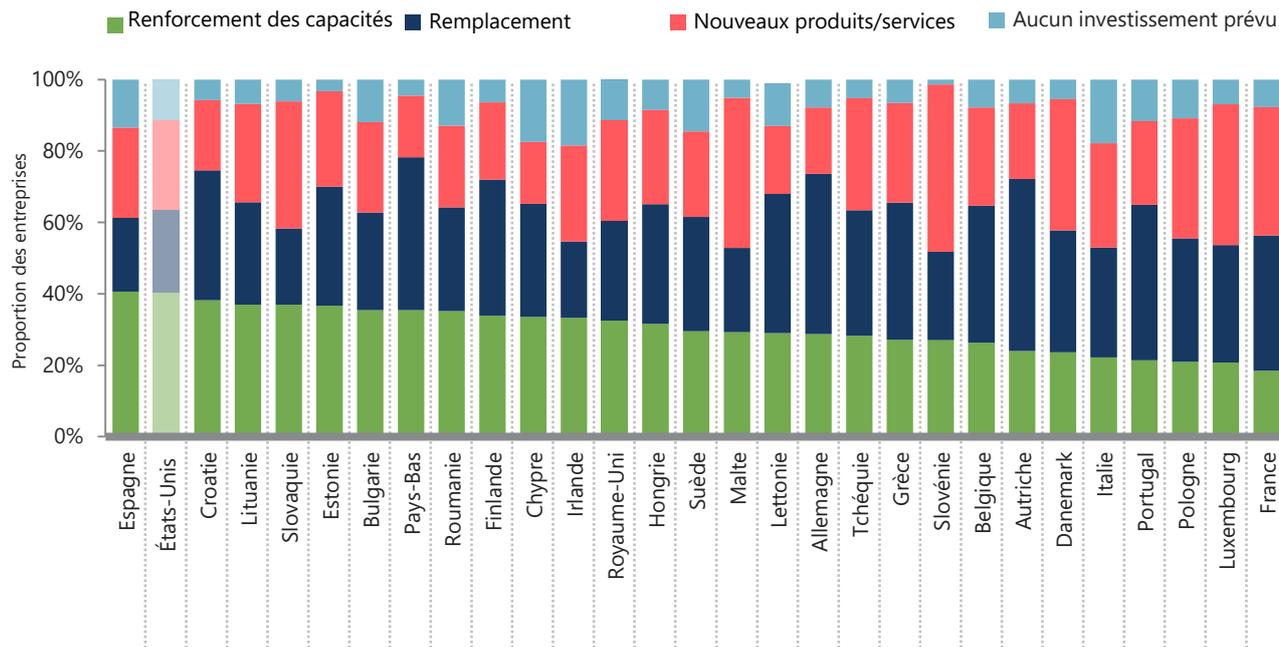
Les priorités varient d'un pays de l'UE à l'autre. Par exemple, les entreprises en Autriche sont les plus susceptibles de considérer les investissements de remplacement comme leur principale priorité (48 %), alors que les entreprises en Espagne sont les plus susceptibles de citer les investissements de capacité (41 %).

Q. Pour les trois années à venir, quelle est votre priorité d'investissement : a) le remplacement de capacités (en particulier, bâtiments, machines, équipements et outils informatiques existants) ; b) le renforcement de capacités pour des produits ou des services existants ; c) la mise au point ou la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).



## FUTURES PRIORITÉS D'INVESTISSEMENT PAR PAYS



Q. Pour les trois années à venir, quelle est votre priorité d'investissement : a) le remplacement de capacités (en particulier, bâtiments, machines, équipements et outils informatiques existants) ; b) l'expansion de capacités pour des produits ou des services existants ; c) la mise au point ou la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Priorités d'investissement

## DOMAINES D'INVESTISSEMENT

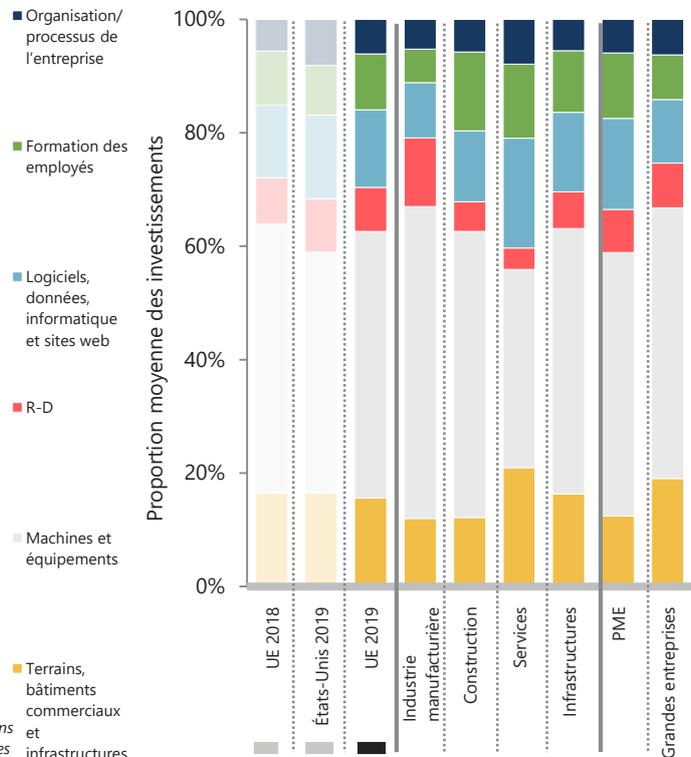
Les machines et les équipements ont représenté la majeure partie (47 %) de l'activité d'investissement des entreprises de l'UE, devant les terrains, les bâtiments commerciaux et les infrastructures (16 %). Ces proportions sont les mêmes que dans l'enquête EIBIS 2018. En moyenne, les entreprises ont consacré 14 % de leurs investissements aux logiciels, données et activités informatiques.

Les activités d'investissement diffèrent selon le secteur et la catégorie d'entreprises. Les grandes entreprises et les entreprises de l'industrie manufacturière allouent une proportion moindre de leurs investissements aux actifs incorporels (R-D, logiciels, formation et processus de l'entreprise) et une proportion plus élevée aux actifs corporels (terrains et immeubles, infrastructures et machines).

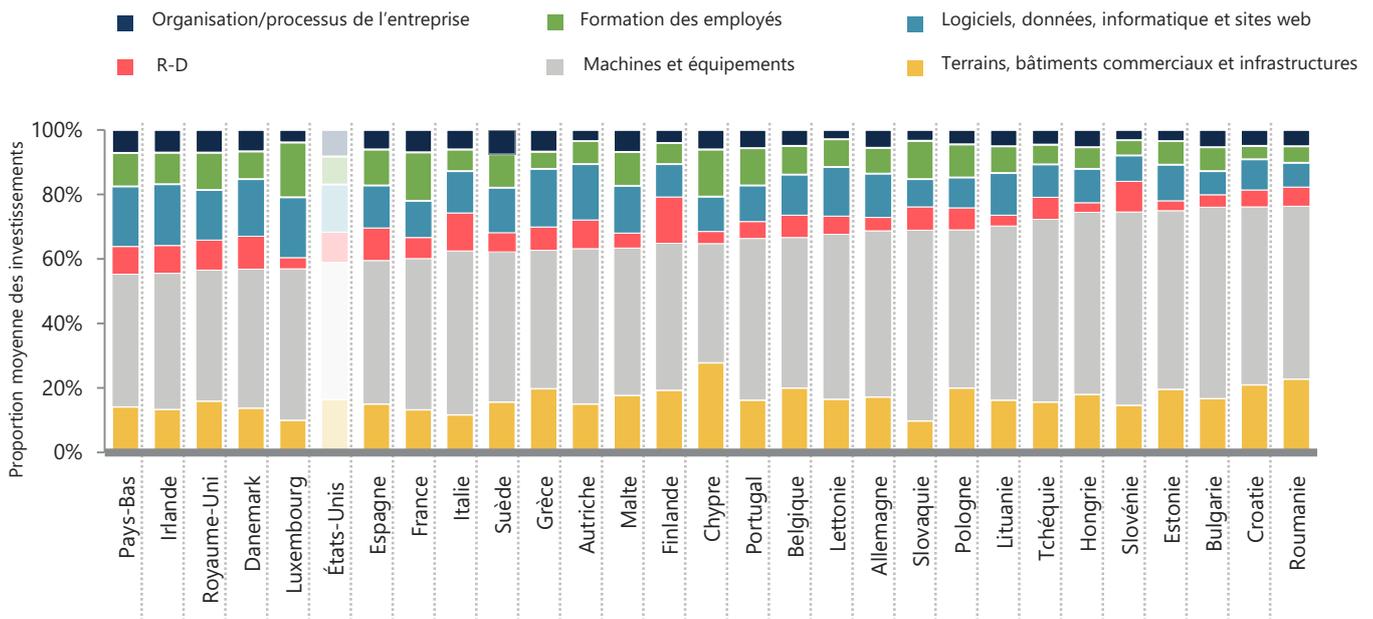
Les entreprises en Roumanie, en Croatie et en Bulgarie allouent aux actifs incorporels la proportion de leurs investissements la plus faible. La proportion des investissements consacrés aux actifs incorporels est la plus élevée aux Pays-Bas, en Irlande et au Royaume-Uni.

Q. Au cours du dernier exercice financier, combien votre entreprise a-t-elle investi dans chacun des domaines suivants dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).



## DOMAINES D'INVESTISSEMENT PAR PAYS



Q. Au cours du dernier exercice financier, combien votre entreprise a-t-elle investi dans chacun des domaines suivants dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures ?

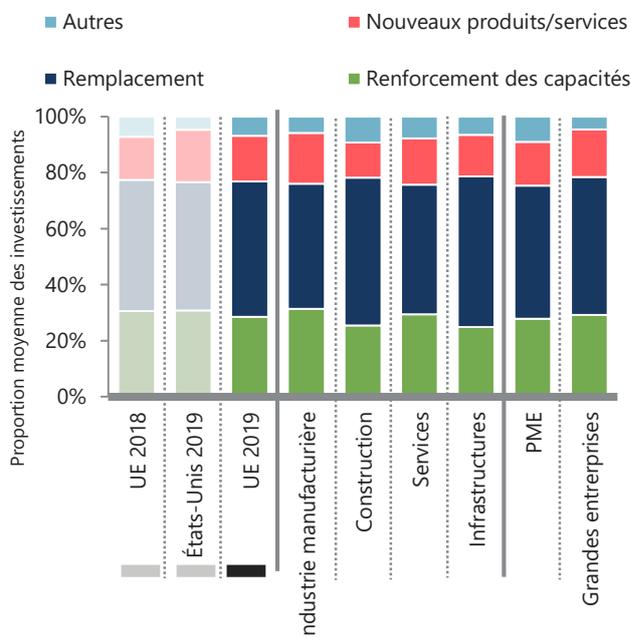
Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Priorités d'investissement

## FINALITÉ DES INVESTISSEMENTS AU COURS DU DERNIER EXERCICE FINANCIER (% des investissements des entreprises)

En moyenne, près de la moitié (48 %) des dépenses d'investissement des entreprises de l'UE ont été consacrées au remplacement de capacités – comme dans l'enquête EIBIS 2018 –, avec des variations allant de 45 % dans l'industrie manufacturière à 54 % dans le secteur des infrastructures. Les investissements de capacité représentent également une proportion élevée du total des dépenses d'investissement (29 %).

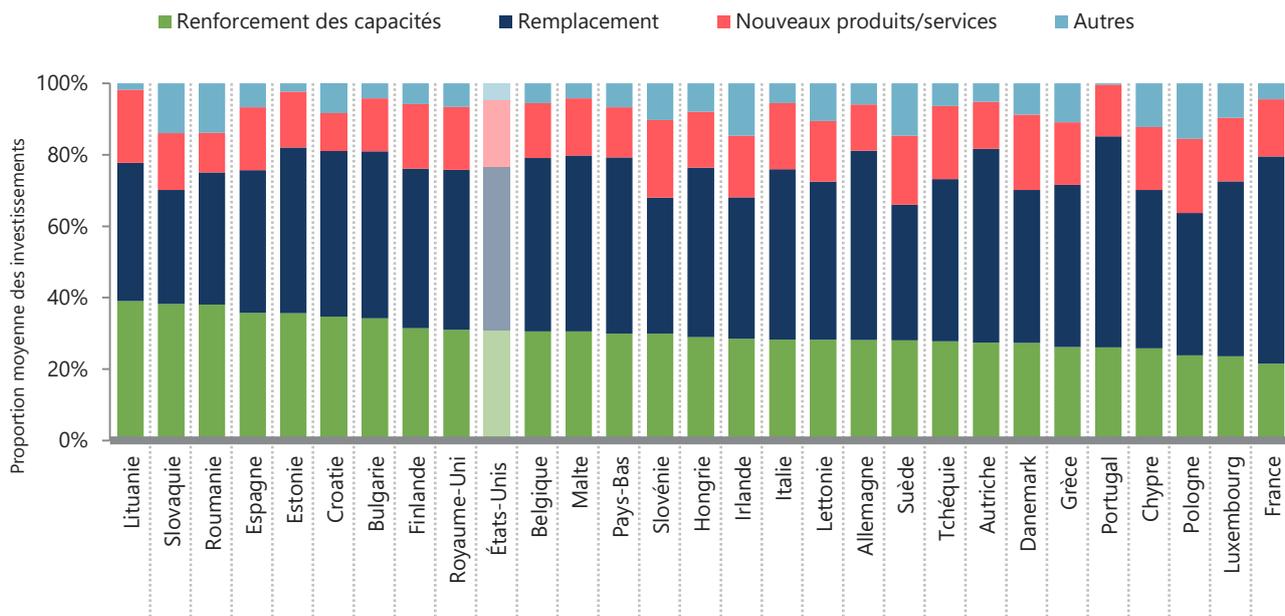
La proportion d'investissements de capacité est la plus élevée en Lituanie (39 %) et la plus faible en France (22 %) ; la proportion d'investissements de remplacement est la plus élevée au Portugal (59 %) et la plus faible en Slovaquie (32 %) ; la proportion d'investissements alloués à de nouveaux produits ou services est la plus élevée en Slovaquie (22 %) et la plus faible en Roumanie et en Croatie (11 %).



Q. Quelle proportion du total de l'investissement était destinée a) au remplacement de capacités (y compris bâtiments, machines, équipements et outils informatiques existants) ; b) au renforcement des capacités pour des produits ou des services existants ; c) à la mise au point ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## FINALITÉ DES INVESTISSEMENTS PAR PAYS AU COURS DU DERNIER EXERCICE FINANCIER (% des investissements des entreprises)



Q. Quelle proportion du total de l'investissement était destinée a) au remplacement de capacités (y compris bâtiments, machines, équipements et outils informatiques existants) ; b) au renforcement des capacités pour des produits ou des services existants ; c) à la mise au point ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

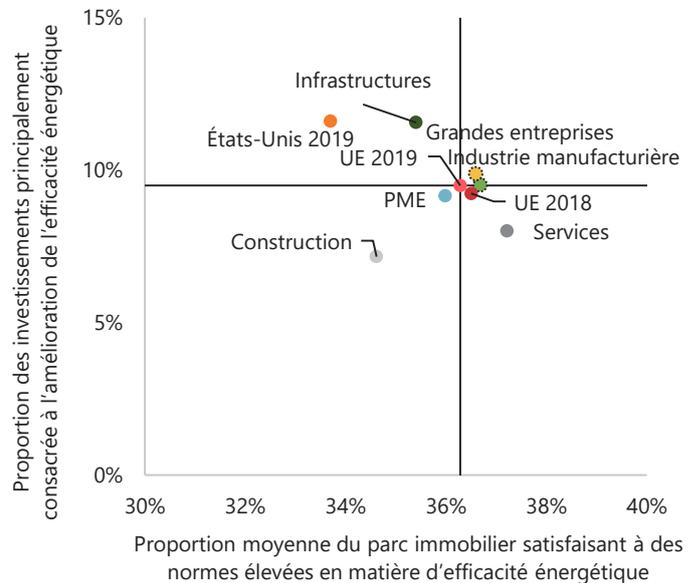
# Priorités d'investissement

## INVESTISSEMENT DANS L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Dans l'UE, la proportion moyenne du parc immobilier satisfaisant à des normes élevées en matière d'efficacité énergétique ressort à 37 %, ce qui correspond au résultat de l'enquête EIBIS 2018. Ce résultat est homogène tous secteurs et catégories d'entreprises confondus et comparable à la proportion moyenne dans les entreprises américaines.

La proportion des investissements visant principalement des gains d'efficacité énergétique est de 10 % dans l'UE, ce qui concorde avec le résultat de l'enquête EIBIS 2018 (9 %) et est proche du niveau observé aux États-Unis (12 %). La proportion des investissements visant principalement des gains d'efficacité énergétique est plus élevée dans l'industrie manufacturière (10 %) que dans le secteur de la construction (7 %).

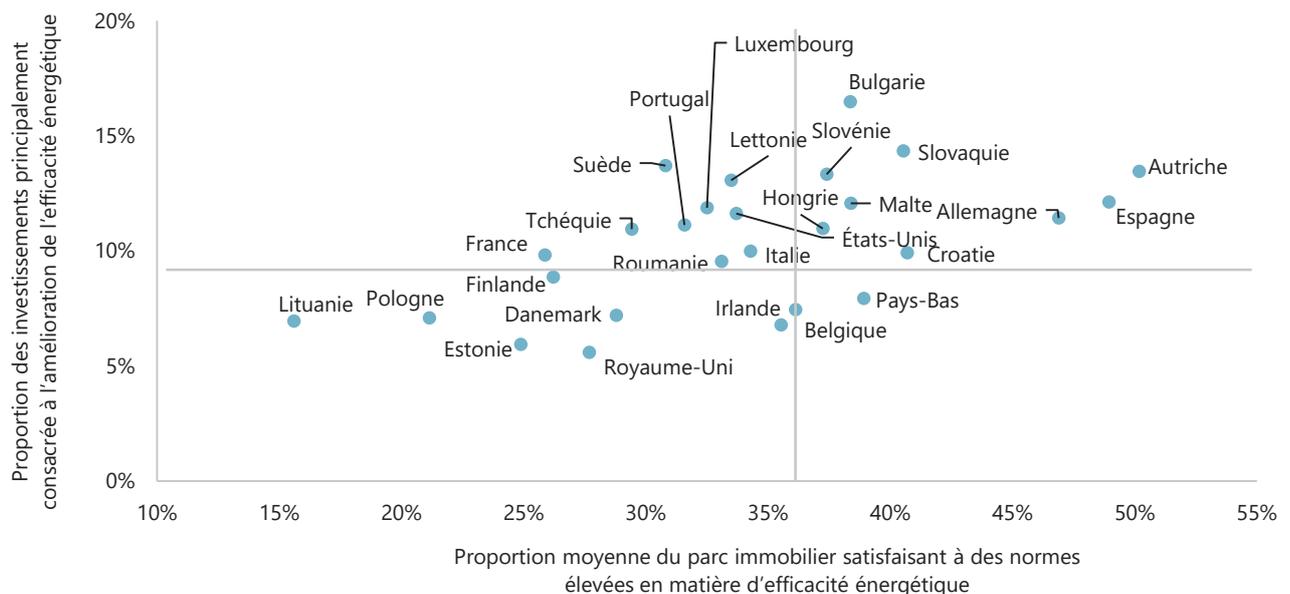
Parmi les pays de l'UE, la proportion moyenne du parc immobilier satisfaisant à des normes élevées en matière d'efficacité énergétique est la plus élevée en Autriche (50 %), tandis que la proportion des investissements visant principalement des gains d'efficacité énergétique est la plus élevée en Bulgarie (16 %).



Q. Quelle proportion de votre parc immobilier commercial satisfait, le cas échéant, à des normes élevées ou aux normes les plus élevées en matière d'efficacité énergétique ?  
 Q. Quelle est la proportion du total des investissements effectués au cours du dernier exercice financier qui a été consacrée principalement à des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique dans votre entreprise ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre) / toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## INVESTISSEMENT DANS L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE PAR PAYS



Q. Quelle proportion de votre parc immobilier commercial satisfait, le cas échéant, à des normes élevées ou aux normes les plus élevées en matière d'efficacité énergétique ?  
 Q. Quelle est la proportion du total des investissements effectués au cours du dernier exercice financier qui a été consacrée principalement à des mesures d'amélioration de l'efficacité énergétique dans votre entreprise ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre) / toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).  
 Les données ne font pas apparaître la Grèce et Chypre car ces pays présentent des valeurs anormales à l'extrémité haute du spectre, ce qui est peut-être dû à une différence d'interprétation de la question.

# Activités d'innovation

## ACTIVITÉS D'INNOVATION

Une entreprise sur trois (34 %) a mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services dans le cadre de ses activités d'investissement, ce qui est quasi équivalent aux niveaux ressortant des enquêtes EIBIS 2016, 2017 et 2018.

Onze pour cent des entreprises ont mis sur le marché un produit, procédé ou service nouveau à l'échelle de leur pays ou du marché mondial.

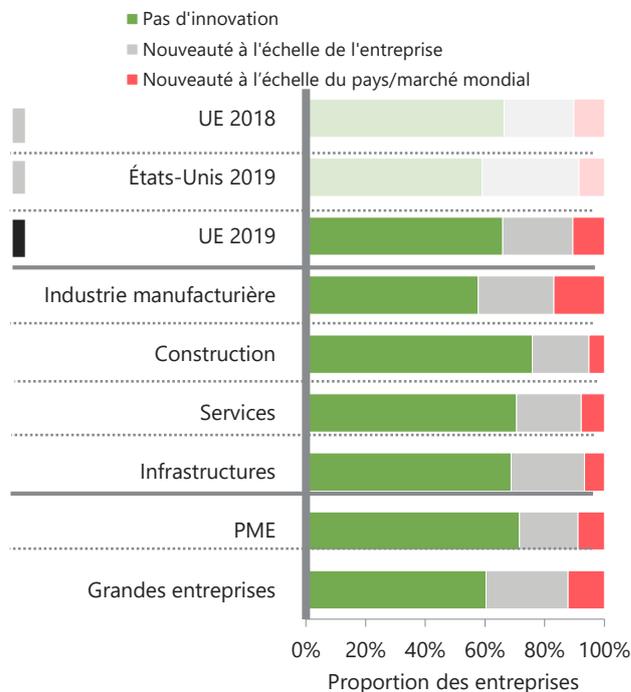
Les entreprises du secteur de la construction sont moins nombreuses à avoir entrepris une innovation (24 %), tandis que les entreprises de l'industrie manufacturière sont les plus susceptibles d'avoir mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services (42 %) au cours du dernier exercice financier.

Le niveau d'innovation est le plus élevé parmi les entreprises au Danemark (51 %), en Slovénie et en Finlande (49 % dans les deux cas) et le plus faible en Allemagne (24 %) après une nouvelle baisse par rapport à la précédente vague d'enquête.

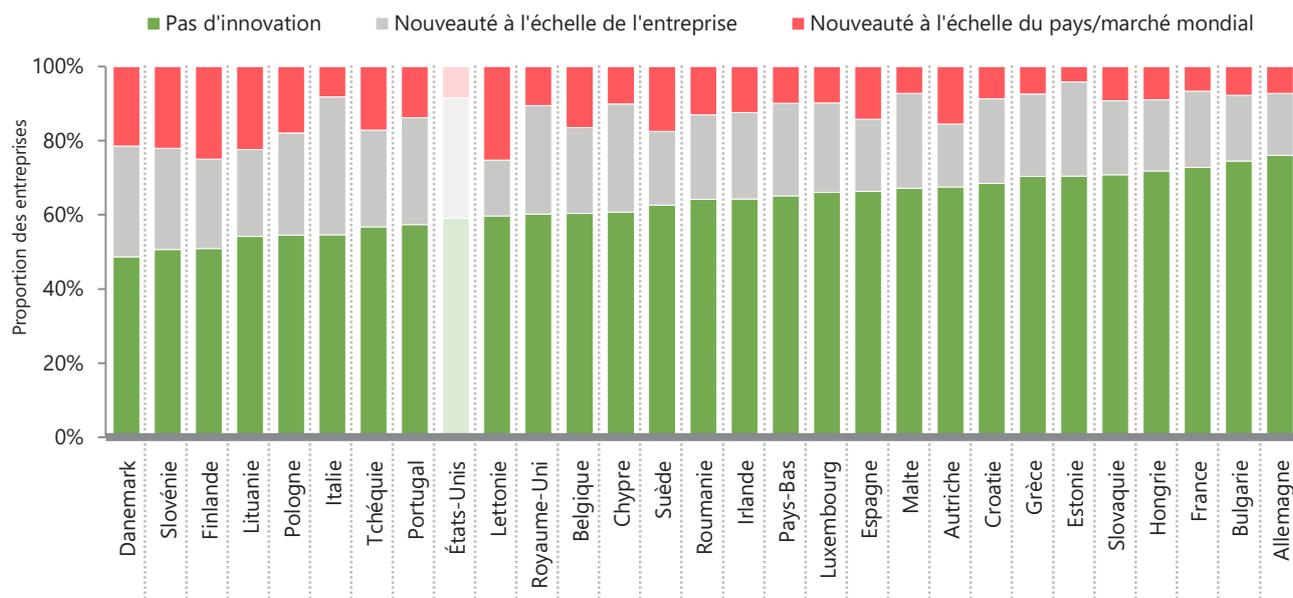
Q. Quelle proportion du total de l'investissement était destinée à la mise au point ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

Q. Ces produits, procédés ou services étaient-ils nouveaux à l'échelle de l'entreprise, du pays ou du marché mondial ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).



## ACTIVITÉS D'INNOVATION PAR PAYS



Q. Quelle proportion du total de l'investissement était destinée à la mise au point ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?

Q. Ces produits, procédés ou services étaient-ils nouveaux à l'échelle de l'entreprise, du pays ou du marché mondial ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Activités d'innovation

## PROFIL D'INNOVATION

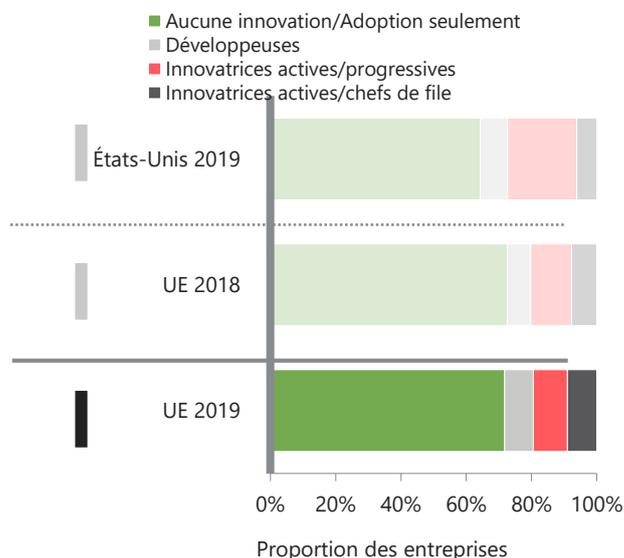
Vingt pour cent des entreprises de l'UE peuvent être considérées comme des innovateurs actifs, c'est-à-dire des entreprises qui ont beaucoup investi dans la recherche-développement et mis sur le marché un produit, procédé ou service nouveau.

Cette proportion est plus faible qu'aux États-Unis (27 %), sachant que la principale différence provient des entreprises qui ont mis sur le marché des produits, procédés ou services nouveaux dans le contexte local (des innovateurs graduels).

La proportion d'innovateurs actifs est la plus forte en Slovaquie, devant la Finlande, l'Autriche et l'Italie. Elle est la plus faible à Chypre, en France et en Hongrie.

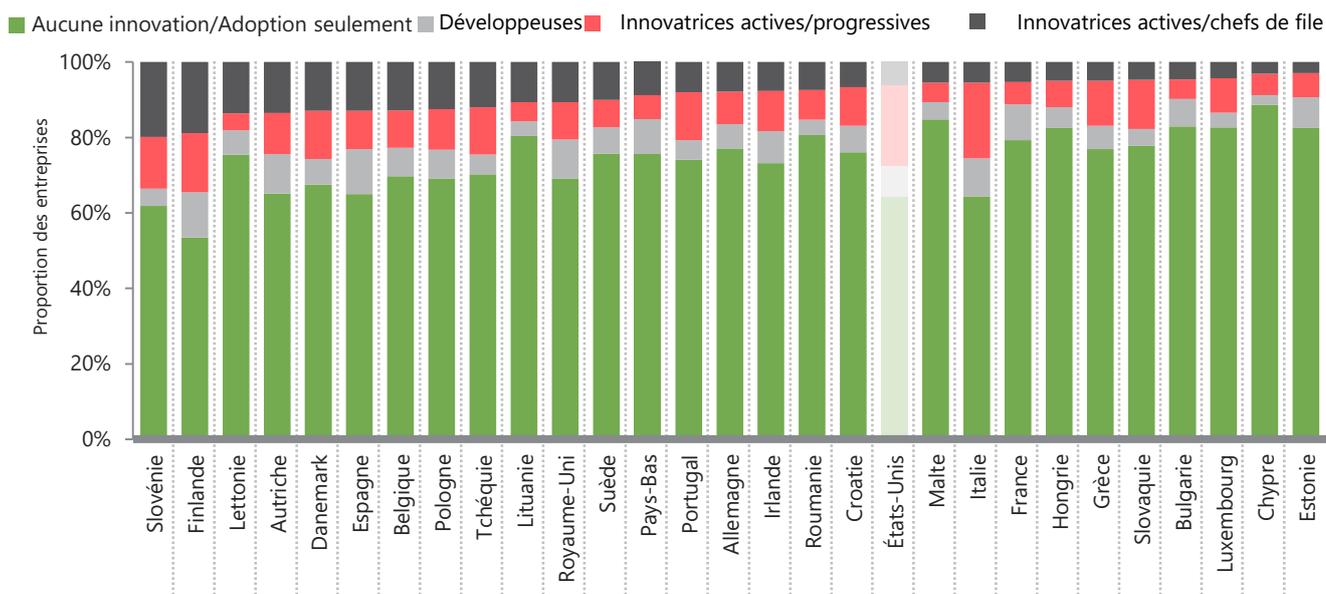
- Q. Quelle proportion du total de l'investissement était destinée à la mise au point ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?
- Q. Ces produits, procédés ou services étaient-ils nouveaux à l'échelle de l'entreprise, du pays ou du marché mondial ?
- Q. Au cours du dernier exercice financier, combien votre entreprise a-t-elle investi dans la recherche-développement (y compris l'acquisition de propriété intellectuelle) dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures ?

Echantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).



La catégorie « aucune innovation ou adoption seulement » comprend les entreprises qui n'ont pas mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services au cours du dernier exercice financier (aucune innovation) ou l'ont fait sans déployer des efforts de recherche-développement propres (adoption). Les développeuses sont les entreprises qui n'ont pas mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services, mais ont alloué une part importante de leurs investissements à des activités de recherche-développement. Les innovateurs graduels et les chefs de file de l'innovation ont mis sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services tout en investissant dans des activités de recherche-développement. Les deux profils divergent sur l'aspect nouveauté des produits, procédés ou services. Pour les innovateurs graduels, ces produits sont nouveaux à l'échelle de l'entreprise, tandis que, pour les chefs de file de l'innovation, ces produits sont nouveaux à l'échelle du pays ou du marché mondial.

## PROFIL D'INNOVATION PAR PAYS



- Q. Quelle proportion du total de l'investissement était destinée à la mise au point ou à la mise sur le marché de nouveaux produits, procédés ou services ?
- Q. Ces produits, procédés ou services étaient-ils nouveaux à l'échelle de l'entreprise, du pays ou du marché mondial ?
- Q. Au cours du dernier exercice financier, combien votre entreprise a-t-elle investi dans la recherche-développement (y compris l'acquisition de propriété intellectuelle) dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures ?

Echantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Activités d'innovation

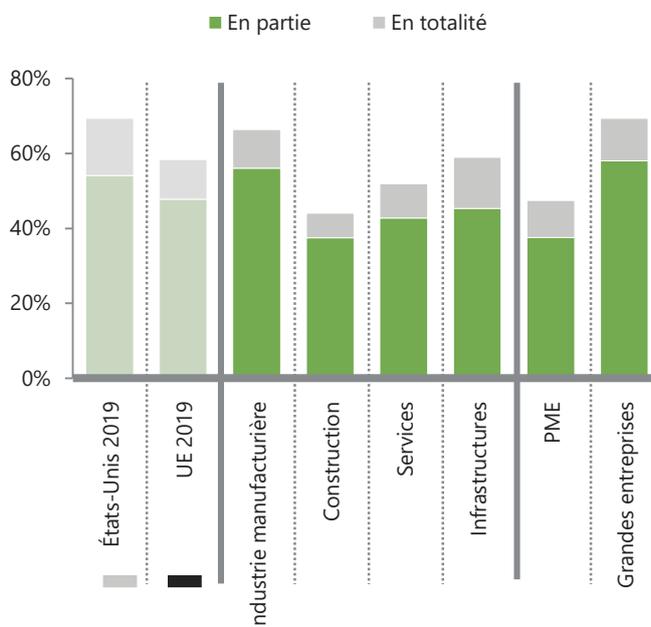
## MISE EN ŒUVRE DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES

Près de la moitié des entreprises de l'UE (48 %) ont mis en œuvre partiellement au moins une technologie numérique, tandis que 11 % ont organisé l'ensemble de leur activité autour de ces technologies (« mise en œuvre en totalité »).

La mise en œuvre en totalité est la répandue parmi les entreprises du secteur des infrastructures, qui comprend les TIC (14 %), tandis que ce sont les entreprises manufacturières qui font le plus état d'une mise en œuvre partielle (56 %).

Globalement, 70 % des grandes entreprises ont mis en œuvre au moins partiellement une technologie numérique, contre 47 % des PME.

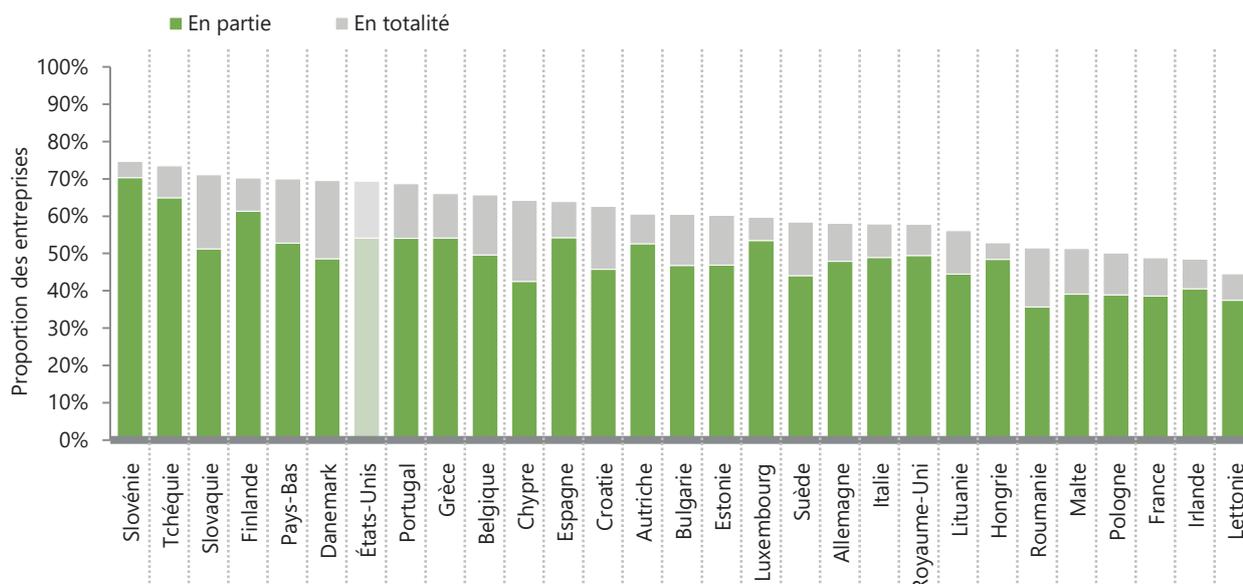
La proportion d'entreprises qui adoptent les technologies numériques est la plus élevée en Slovaquie et en Tchéquie et la plus faible en Lettonie, en Irlande et en France.



Q. Pouvez-vous dire, pour chacune des technologies numériques suivantes, si vous en avez entendu parler ou pas, si vous les avez mises en œuvre dans certaines parties de votre activité, ou si toute votre activité est organisée autour de ces technologies ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## MISE EN ŒUVRE DES TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES PAR PAYS

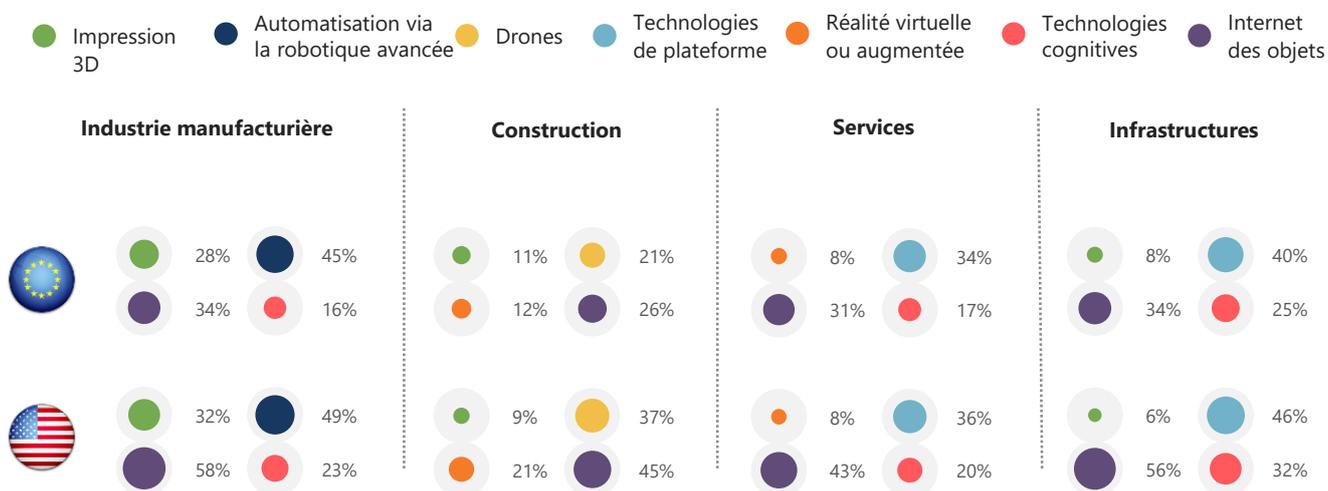


Q. Pouvez-vous dire, pour chacune des technologies numériques suivantes, si vous en avez entendu parler ou pas, si vous les avez mises en œuvre dans certaines parties de votre activité, ou si toute votre activité est organisée autour de ces technologies ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Activités d'innovation

## TECHNOLOGIES NUMÉRIQUES PAR SECTEUR



Q. Pouvez-vous dire, pour chacune des technologies numériques suivantes, si vous en avez entendu parler ou pas, si vous les avez mises en œuvre dans certaines parties de votre activité, ou si toute votre activité est organisée autour de ces technologies ?

Dans les proportions indiquées, les technologies « mises en œuvre dans certaines parties de l'activité » et « autour desquelles toute l'activité est organisée » sont regroupées dans une catégorie.

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

La proportion d'entreprises qui mettent en œuvre les technologies numériques varie selon les secteurs et les technologies. Dans la plupart des cas toutefois, les entreprises européennes enregistrent un retard par rapport à leurs homologues américaines.

Les États-Unis présentent une avance particulièrement importante dans des domaines comme l'utilisation des applications de l'internet des objets et, dans une moindre mesure, l'utilisation des technologies cognitives.

Les taux d'adoption convergent davantage entre les entreprises européennes et leurs homologues américaines en ce qui concerne l'utilisation des technologies de plateforme et l'impression 3D, les premières enregistrant même un léger avantage sur les deuxièmes dans certains secteurs liés à ces technologies.

Une analyse plus approfondie montre que des segments à la traîne contribuent au retard dans l'adoption des technologies numériques. Il s'agit notamment des PME et des entreprises en croissance lente. Les taux d'adoption des technologies numériques varient assez peu, en revanche, en fonction des zones géographiques.

# Besoins d'investissement

## DÉFICIT D'INVESTISSEMENT PERÇU

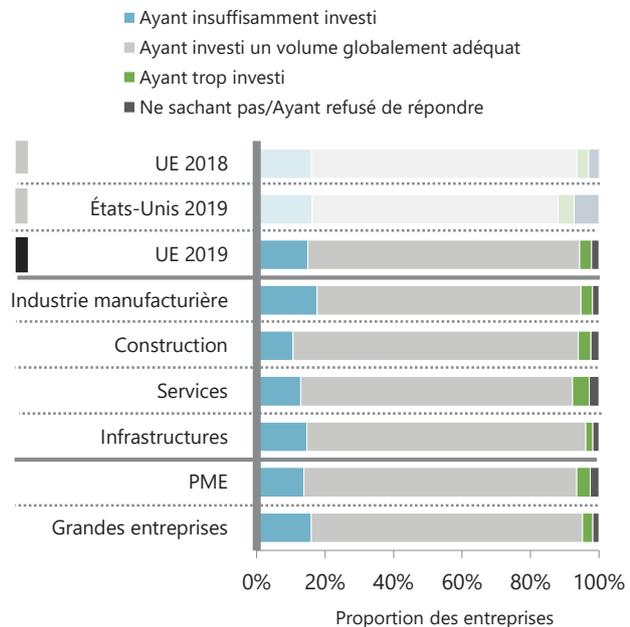
Dans l'UE, quatre entreprises sur cinq (79 %) estiment avoir investi un volume en rapport avec leurs besoins au cours des trois dernières années, une proportion similaire à celle ressortant des enquêtes EIBIS 2017 et 2018 (respectivement 79 % et 77 %).

Une proportion moindre d'entreprises (15 %) indique avoir insuffisamment investi, ce qui concorde avec le résultat de l'enquête EIBIS 2018 (16 %). Seules 3 % des entreprises estiment avoir trop investi.

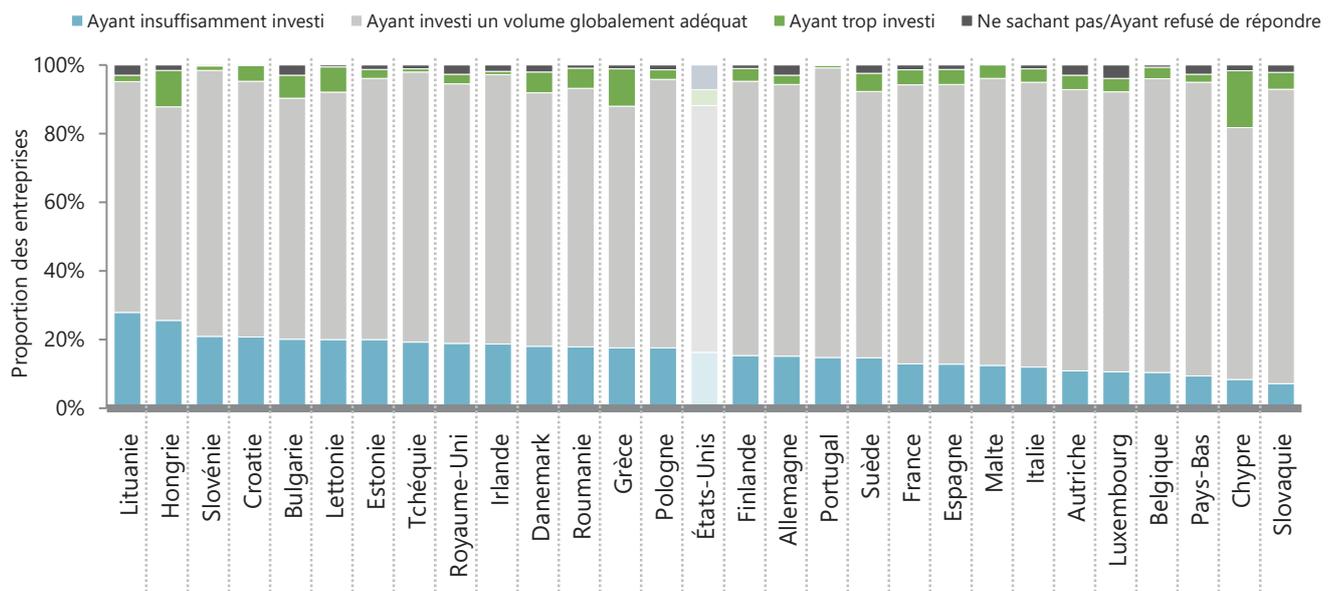
Les entreprises en Lituanie (28 %) sont les plus enclines à estimer avoir insuffisamment investi au cours des trois dernières années, devant la Hongrie (26 %) et la Slovénie (21 %). À l'opposé, les entreprises à Chypre sont les plus enclines à estimer avoir trop investi (17 %), devant la Grèce et la Hongrie (11 % dans les deux cas).

Q. Si vous deviez faire le bilan de vos investissements au cours des trois dernières années, diriez-vous que leur volume a été excessif, insuffisant ou globalement adéquat ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ont répondu que la société n'existait pas il y a trois ans).



## DÉFICIT D'INVESTISSEMENT PERÇU PAR PAYS



Q. Si vous deviez faire le bilan de vos investissements au cours des trois dernières années, diriez-vous que leur volume a été excessif, insuffisant ou globalement adéquat ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ont répondu que la société n'existait pas il y a trois ans).

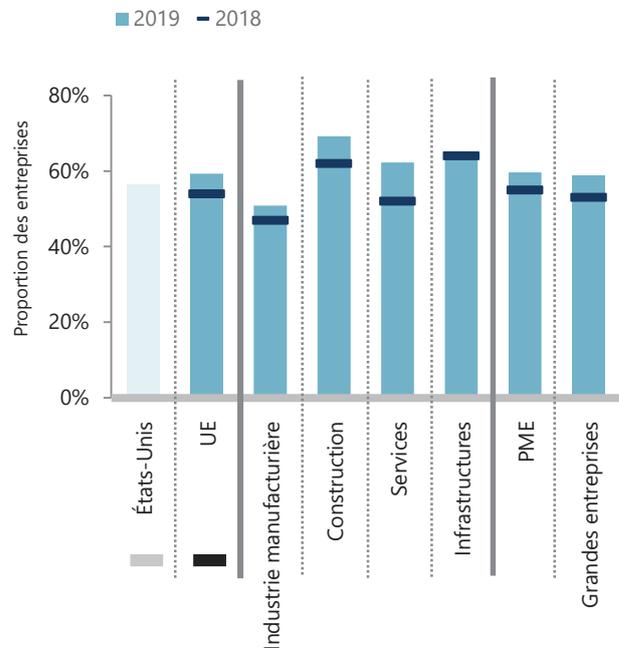
# Besoins d'investissement

## PROPORTION DES ENTREPRISES FONCTIONNANT À PLEINE CAPACITÉ OU AU-DELÀ

Trois entreprises sur cinq dans l'UE déclarent fonctionner à pleine capacité ou au-delà (59 %, contre 54 % dans l'enquête EIBIS 2018). Cette progression concerne les entreprises tous secteurs et catégories confondus, à l'exception des infrastructures.

Les entreprises du secteur de la construction sont les plus susceptibles de fonctionner à pleine capacité ou au-delà (69 %), devant les entreprises du secteur des infrastructures (64 %). À l'inverse, les entreprises de l'industrie manufacturière sont les moins susceptibles de fonctionner à pleine capacité ou au-delà (51 %).

Les entreprises à Malte sont les plus susceptibles de déclarer fonctionner à pleine capacité ou au-delà (79 %). Comme dans les deux précédentes vagues d'enquête, les entreprises en Lettonie sont les moins susceptibles de déclarer fonctionner à pleine capacité ou au-delà (38 %).

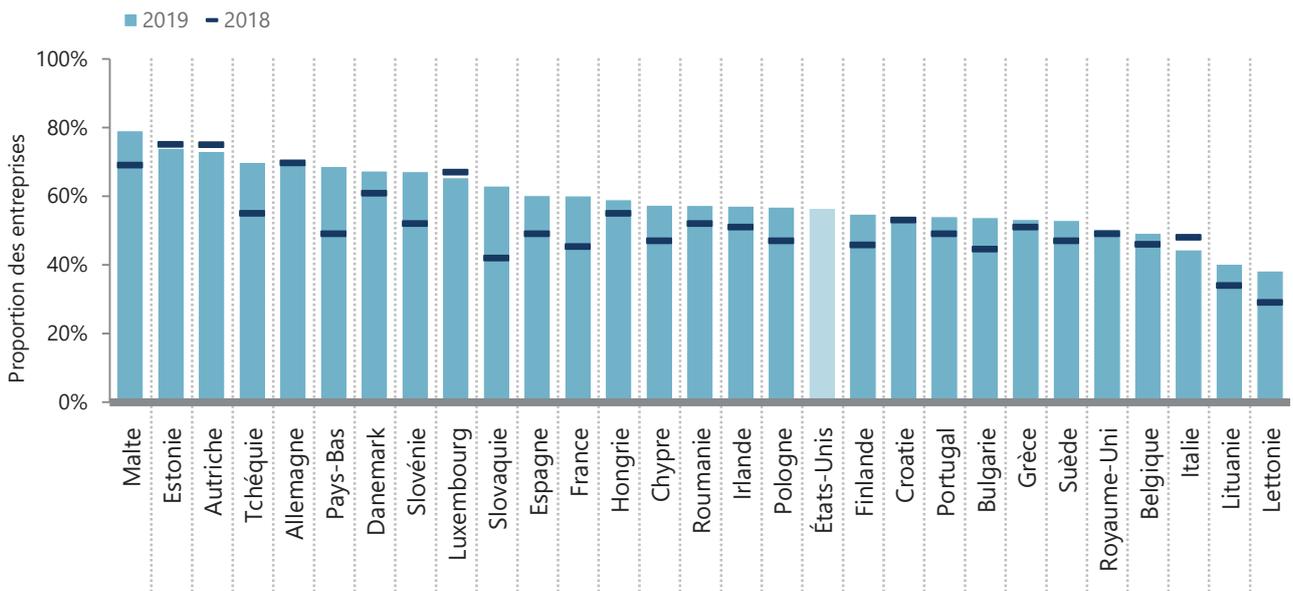


La pleine capacité est la capacité maximale qui peut être atteinte dans des conditions normales, par exemple en application des pratiques générales de l'entreprise concernant l'utilisation des machines et équipements, les heures supplémentaires, le travail posté, les congés, etc.

Q. Au cours du dernier exercice financier, votre entreprise fonctionnait-elle au maximum de la capacité qu'elle peut atteindre dans des circonstances normales ou au-delà ?

Échantillon : toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui opèrent quelque peu ou bien en deçà de leur pleine capacité).

## PROPORTION DES ENTREPRISES FONCTIONNANT À PLEINE CAPACITÉ OU AU-DELÀ PAR PAYS



La pleine capacité est la capacité maximale qui peut être atteinte dans des conditions normales, par exemple en application des pratiques générales de l'entreprise concernant l'utilisation des machines et équipements, les heures supplémentaires, le travail posté, les congés, etc.

Q. Au cours du dernier exercice financier, votre entreprise fonctionnait-elle au maximum de la capacité qu'elle peut atteindre dans des circonstances normales ou au-delà ?

Échantillon : toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui opèrent quelque peu ou bien en deçà de leur pleine capacité).

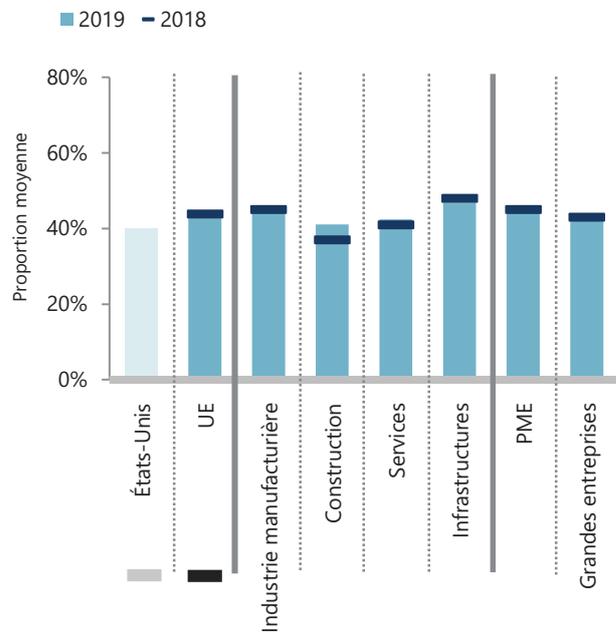
# Besoins d'investissement

## PART DES MACHINES ET ÉQUIPEMENTS DE POINTE

Les entreprises de l'UE estiment qu'en moyenne, 44 % de leurs machines et équipements sont à la pointe de la technologie, un niveau comparable à celui de l'enquête EIBIS 2018 et similaire entre les PME et les grandes entreprises.

La proportion moyenne de machines et équipements considérés comme à la pointe de la technologie par les entreprises est la plus élevée dans le secteur des infrastructures (47 %) et la plus faible dans le secteur de la construction (41 %).

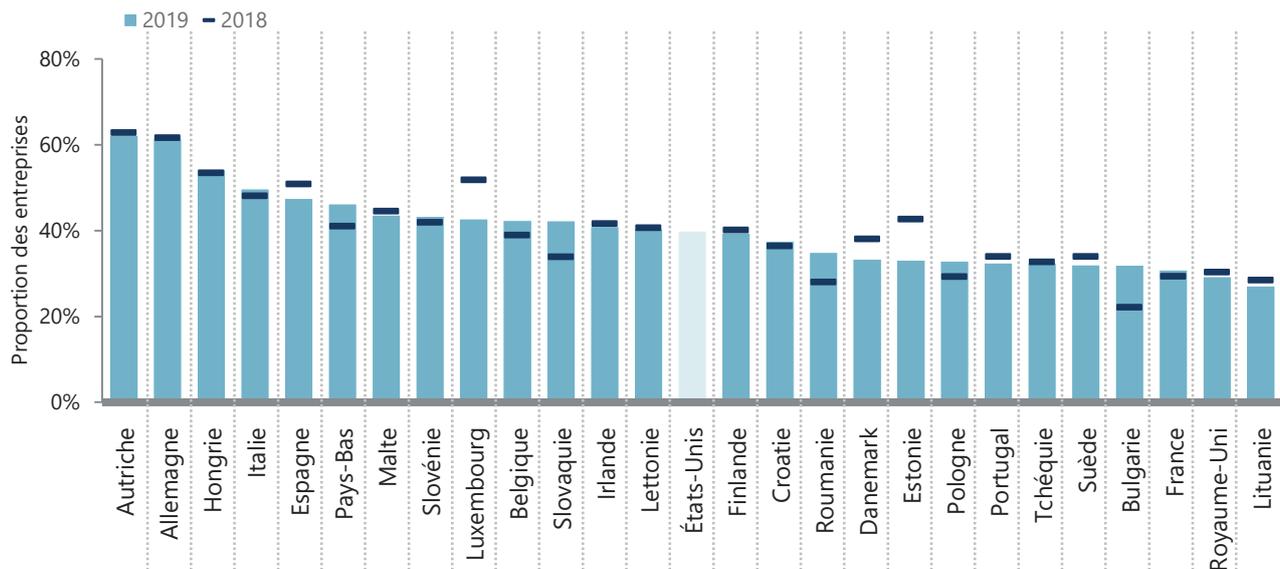
Les entreprises en Autriche font état de la proportion la plus élevée de machines et équipements à la pointe de la technologie (62 %), les entreprises en Lituanie faisant état de la proportion la plus faible (27 %). Ces résultats correspondent à ceux de l'enquête EIBIS 2018.



Q. Selon vous, quelle proportion de vos machines et équipements, TIC compris, est, le cas échéant, de pointe ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## PART DES MACHINES ET ÉQUIPEMENTS DE POINTE PAR PAYS



Q. Selon vous, quelle proportion de vos machines et équipements, TIC compris, est, le cas échéant, de pointe ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

Les données ne font pas apparaître la Grèce et Chypre car ces pays présentent des valeurs anormales à l'extrémité haute du spectre, ce qui est peut-être dû à une différence d'interprétation de la question.

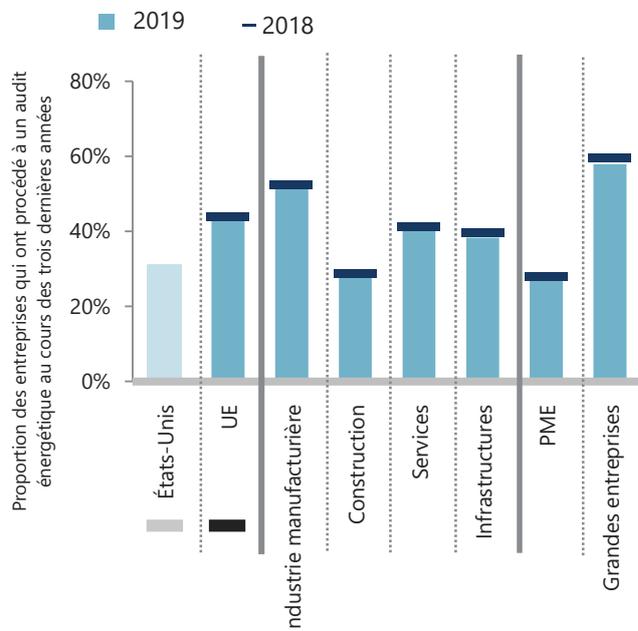
# Besoins d'investissement

## AUDITS ÉNERGÉTIQUES

Dans l'UE, deux entreprises sur cinq (43 %) ont procédé à un audit énergétique au cours des trois dernières années, ce qui représente un important moteur d'investissement à l'appui de l'efficacité énergétique. Les entreprises de l'industrie manufacturière sont les plus susceptibles d'avoir procédé à un audit énergétique (52 %), tandis que celles du secteur de la construction sont les moins susceptibles d'avoir procédé à un audit énergétique (28 %). Les grandes entreprises, qui ont l'obligation de procéder à des audits énergétiques réguliers, sont plus susceptibles d'avoir effectué un audit que les PME (58 %, contre 28 %).

Globalement, les entreprises européennes sont plus susceptibles d'avoir procédé à un audit énergétique que les entreprises américaines (respectivement, 43 % et 31 %).

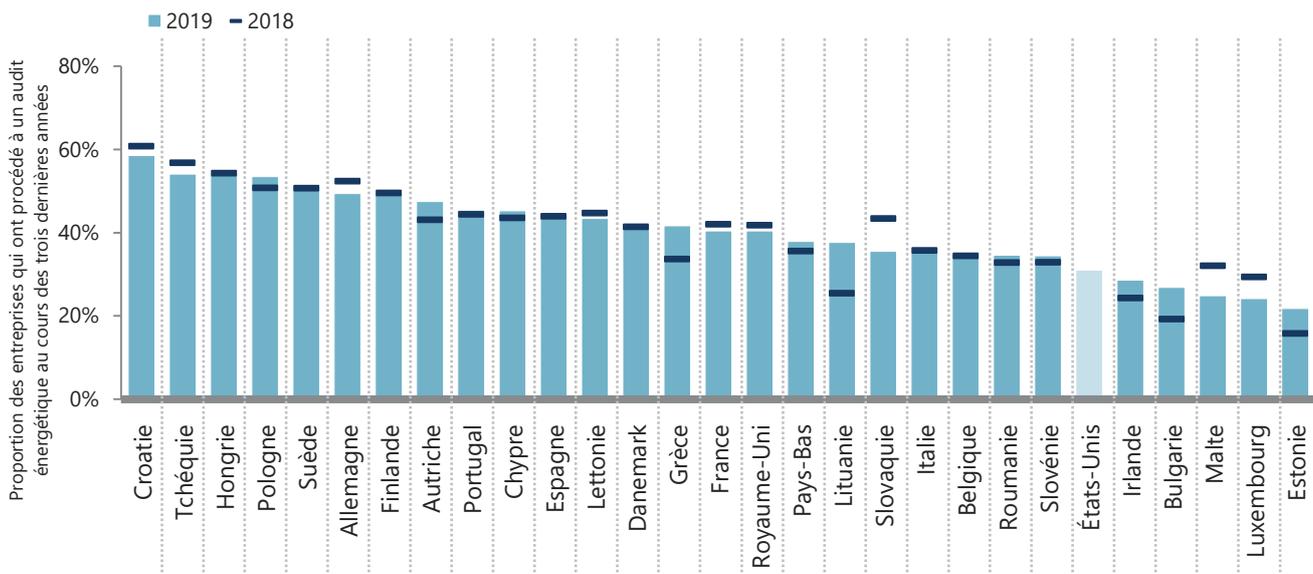
Dans l'UE, la proportion d'entreprises ayant procédé à un tel audit est la plus élevée en Croatie (59 %) et la plus faible en Estonie (22 %).



Q. Au cours des trois dernières années, votre entreprise a-t-elle procédé à un audit énergétique (une évaluation des besoins et de l'efficacité énergétiques du ou des locaux de votre entreprise) ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui n'existaient pas il y a trois ans).

## AUDITS ÉNERGÉTIQUES PAR PAYS



Q. Au cours des trois dernières années, votre entreprise a-t-elle procédé à un audit énergétique (une évaluation des besoins et de l'efficacité énergétiques du ou des locaux de votre entreprise) ?

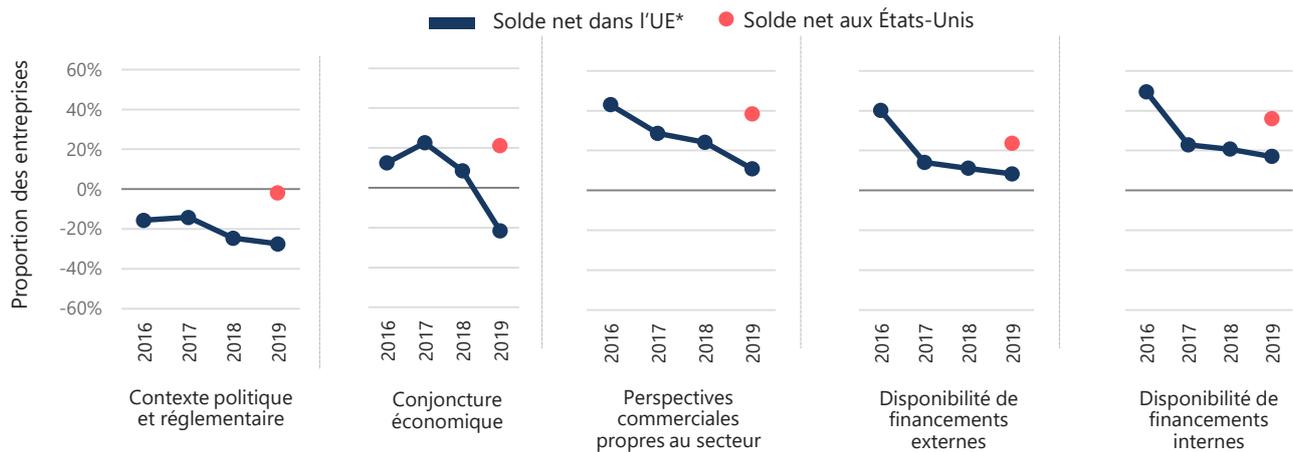
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui n'existaient pas il y a trois ans).

# Moteurs et freins

## INFLUENCES À COURT TERME SUR L'INVESTISSEMENT

Dans l'ensemble, les entreprises de l'UE sont plus nombreuses à anticiper, au cours des douze prochains mois, une dégradation de la conjoncture économique plutôt qu'une amélioration. Les entreprises demeurent également pessimistes quant à l'évolution du

contexte politique et réglementaire. Les entreprises européennes sont plus pessimistes que leurs homologues américaines au regard de ces deux aspects, ce qui laisse présager un climat d'investissement plutôt fragile à l'avenir.

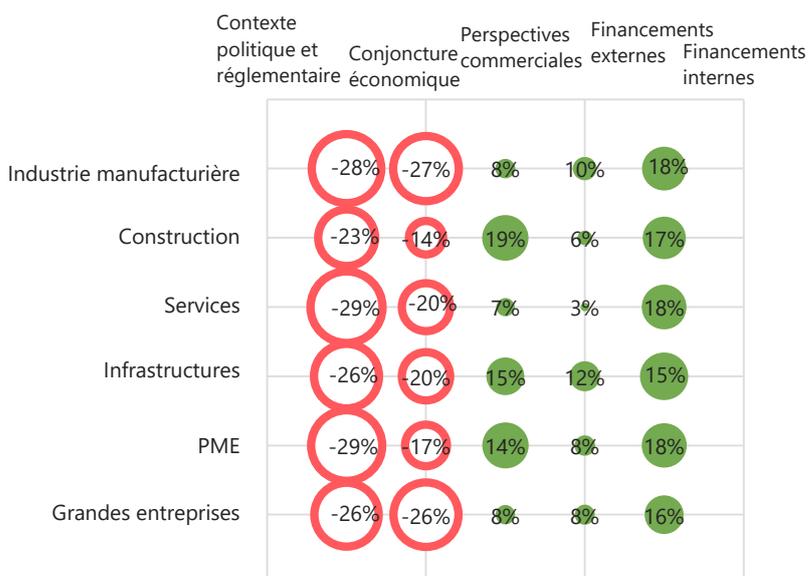


Q. Pour chacun des éléments suivants, pensez-vous qu'il s'améliorera, qu'il restera identique ou qu'il se détériorera au cours des douze prochains mois ?

Échantillon : toutes les entreprises.

\* Le solde net correspond à la proportion des entreprises qui anticipent une amélioration moins la proportion de celles qui anticipent une dégradation.

## INFLUENCES À COURT TERME PAR SECTEUR ET PAR CATÉGORIE D'ENTREPRISES (SOLDE NET)



Q. Pour chacun des éléments suivants, pensez-vous qu'il s'améliorera, qu'il restera identique ou qu'il se détériorera au cours des douze prochains mois ?

Échantillon : toutes les entreprises de l'UE.

Les bulles vertes signalent un solde net positif de la proportion d'entreprises anticipant une amélioration du facteur, minorée de la proportion des entreprises anticipant une dégradation. Les bulles rouges signalent un solde net négatif entre ces deux catégories.

Les entreprises, tous secteurs et catégories confondus, sont plus nombreuses à se montrer pessimistes plutôt qu'optimistes concernant le contexte politique et réglementaire et la conjoncture économique. Ce résultat est sensiblement différent de celui de l'enquête EIBIS 2018 ; les entreprises étaient plus nombreuses à s'y montrer optimistes quant à la conjoncture économique.

Les entreprises du secteur de la construction se montrent les plus optimistes concernant leurs perspectives d'activité dans l'ensemble (+19%).

Les entreprises du secteur des services se montrent les moins optimistes concernant le contexte politique et réglementaire (-29%) et celles de l'industrie manufacturière se montrent les moins optimistes concernant la conjoncture économique (-27%).

# Moteurs et freins

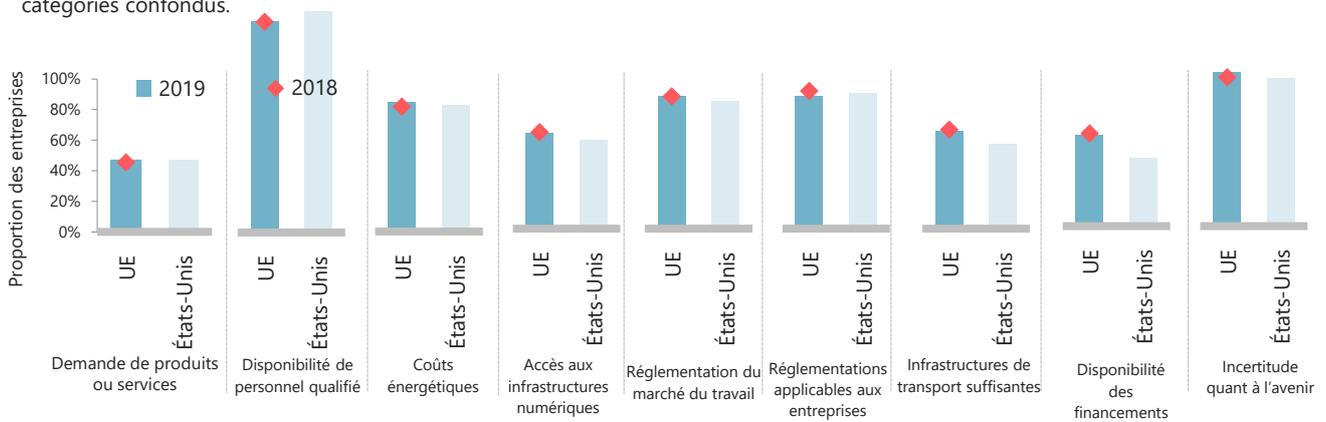
## ENTRAVES À L'INVESTISSEMENT SUR LE LONG TERME

Comme dans les enquêtes EIBIS 2017 et 2018, la disponibilité de personnel qualifié reste l'entrave à l'investissement sur le long terme la plus communément citée (77 %).

L'incertitude quant à l'avenir se classe en deuxième place parmi les entraves les plus fréquemment citées (72 %), ce qui concorde également avec le résultat de l'enquête EIBIS 2018.

La disponibilité de personnel qualifié est considérée comme la principale entrave dans les entreprises, tous secteurs et catégories confondus.

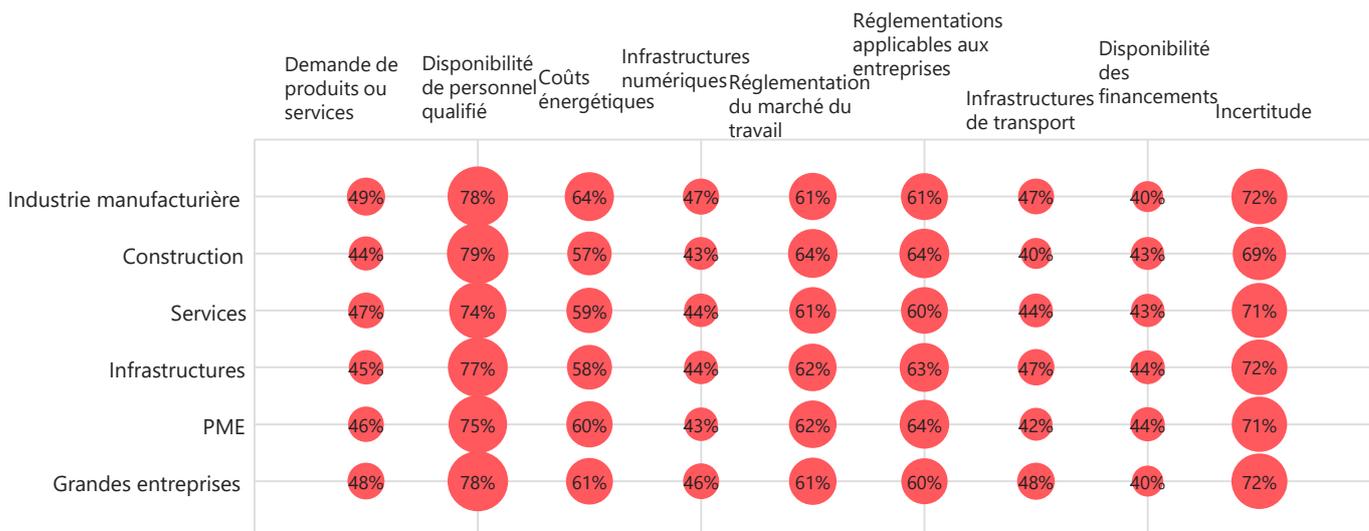
La principale différence entre les entreprises européennes et les entreprises américaines réside dans l'accès au financement, aux infrastructures de transport et aux infrastructures numériques. Ces aspects sont tous cités plus fréquemment par les entreprises européennes que par leurs homologues américaines comme des entraves, ce qui semble indiquer que les premières ont un désavantage comparatif dans ces domaines.



Q. Lorsque vous considérez vos activités d'investissement en/à [nom du pays], dans quelle mesure chacun des éléments suivants est-il un obstacle ? Est-ce un obstacle majeur, un obstacle mineur ou pas du tout un obstacle ? Dans les proportions indiquées, les obstacles « mineurs » et « majeurs » sont regroupés dans une catégorie.

Echantillon : toutes les entreprises (les données ne font pas apparaître celles qui ont indiqué que ces éléments ne représentaient pas du tout un obstacle, ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## ENTRAVES À L'INVESTISSEMENT SUR LE LONG TERME PAR SECTEUR ET PAR CATÉGORIE D'ENTREPRISES



Q. Lorsque vous considérez vos activités d'investissement en/à [nom du pays], dans quelle mesure chacun des éléments suivants est-il un obstacle ? Est-ce un obstacle majeur, un obstacle mineur ou pas du tout un obstacle ? Dans les proportions indiquées, les obstacles « mineurs » et « majeurs » sont regroupés dans une catégorie.

Echantillon : toutes les entreprises de l'UE (les données ne font pas apparaître celles qui ont indiqué que ces éléments ne représentaient pas du tout un obstacle, ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Financement de l'investissement

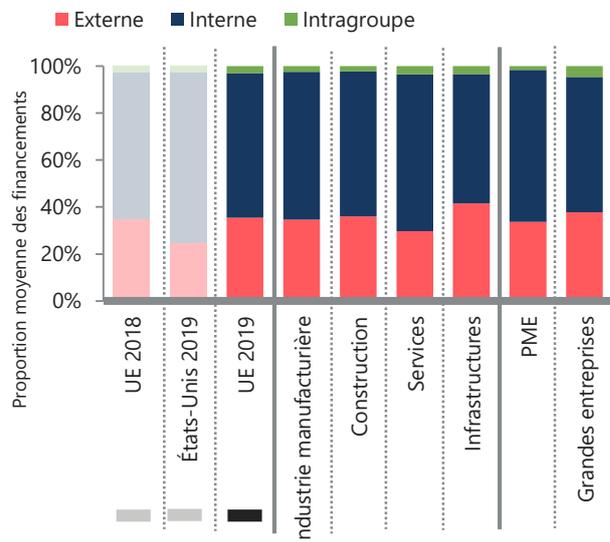
## SOURCES DU FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT

Comme dans l'enquête EIBIS 2018, les entreprises de l'UE continuent de s'appuyer sur des ressources internes pour financer la majorité de leurs investissements (62 %).

Les entreprises du secteur des infrastructures font état de la proportion d'investissements soutenus par des financements externes la plus élevée (42 %), tandis que celles du secteur des services font état de la proportion la plus faible (30 %).

Les grandes entreprises financent une plus grande proportion de leurs investissements par des opérations intragroupe que les petites entreprises (5 %, contre une moyenne globale de 2 %).

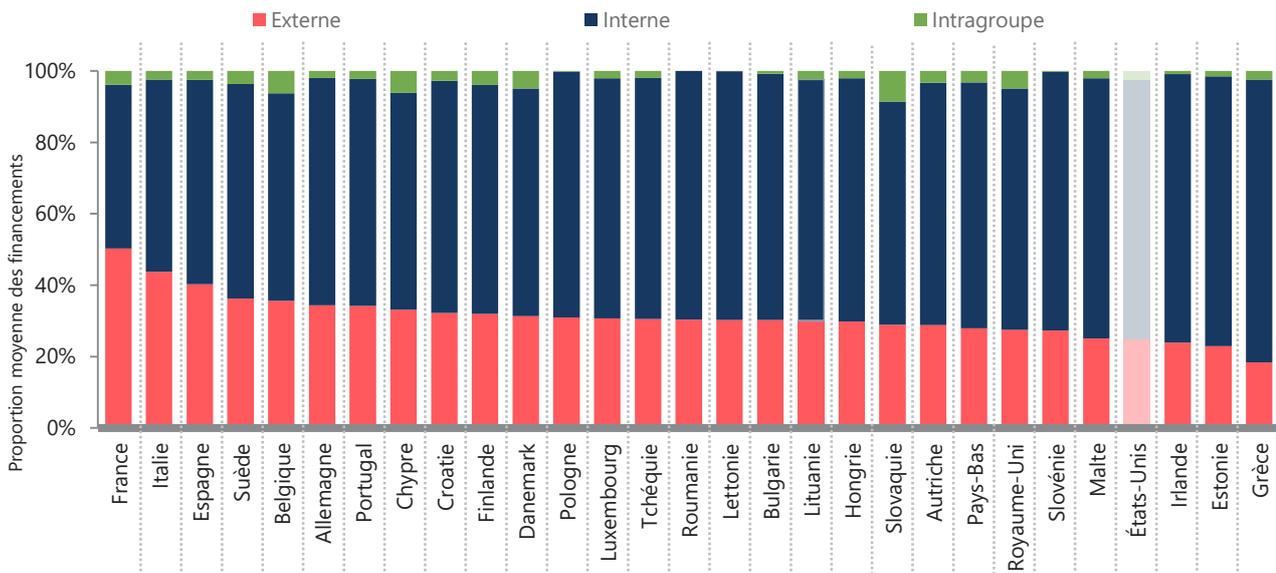
Le recours aux financements externes est le plus élevé parmi les entreprises en France et en Italie (respectivement, 50 % et 44 %) et le moins élevé parmi les entreprises en Grèce (18 %).



Q. Quelle est la proportion de votre investissement financée par chacune des sources suivantes ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## SOURCES DU FINANCEMENT DE L'INVESTISSEMENT PAR PAYS



Q. Quelle est la proportion de votre investissement financée par chacune des sources suivantes ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Financement de l'investissement

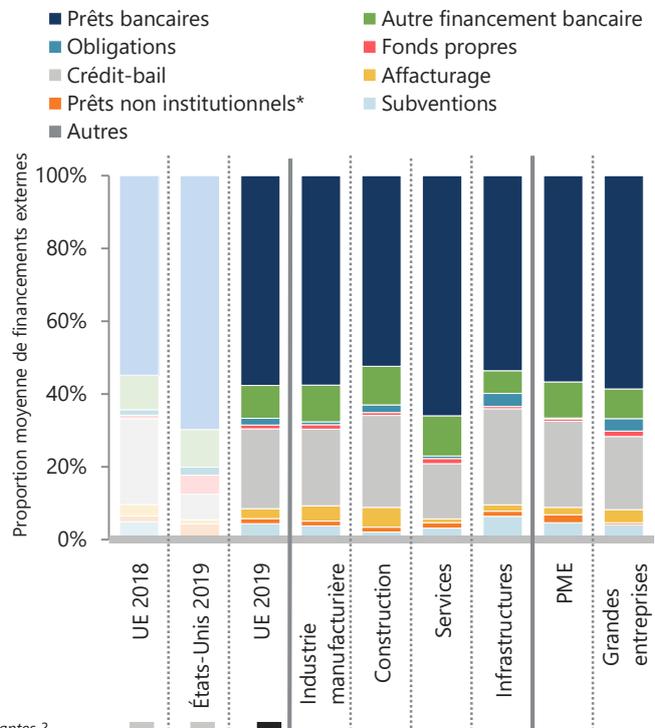
## TYPES DE FINANCEMENT EXTERNE UTILISÉS POUR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

Les prêts bancaires représentent la plus grande part des financements externes utilisés pour les activités d'investissement (58 %). Ce résultat concorde avec les données des enquêtes EIBIS 2016-2018. Les entreprises du secteur des services sont particulièrement susceptibles d'avoir recours à des prêts bancaires (66 % des financements externes). Suit le crédit-bail ou location-vente, avec une proportion moyenne de 22 %.

La structure des financements externes utilisés aux États-Unis diffère de celle de l'UE. La proportion des prêts bancaires (70 %) et des fonds propres (5 %) y est bien plus élevée, tandis que la proportion du crédit-bail est plus faible (7 %).

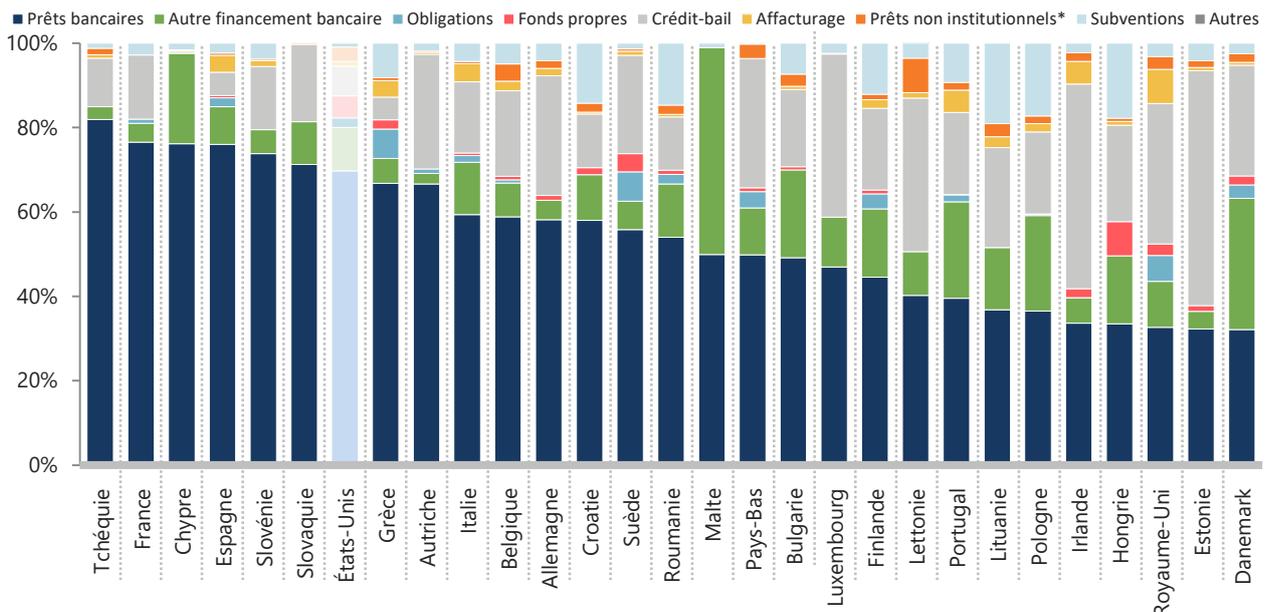
Les entreprises en Tchéquie ont le plus recours aux prêts bancaires, qui représentent en moyenne 82 % de leurs financements externes, tandis que les entreprises au Danemark et en Estonie sont celles qui font le moins appel aux prêts bancaires (32 % dans les deux cas, en moyenne). Les entreprises en Estonie s'appuient davantage que celles des autres pays de l'UE sur le crédit-bail, qui représente 56 % de leurs financements externes.

Q. Quelle est la proportion de votre investissement financée par chacune des sources suivantes ?  
\* Prêts consentis par la famille, des amis ou des partenaires d'affaires.



Échantillon : toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes pendant le dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## TYPES DE FINANCEMENT EXTERNE UTILISÉS POUR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT PAR PAYS



Q. Quelle est la proportion de votre investissement financée par chacune des sources suivantes ?  
\* Prêts consentis par la famille, des amis ou des partenaires d'affaires

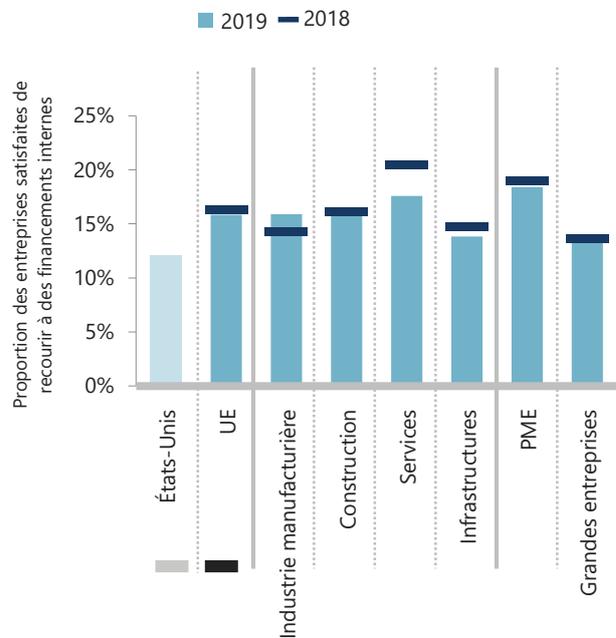
Échantillon : toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes pendant le dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Financement de l'investissement

## PROPORTION DES ENTREPRISES SATISFAITES DE S'APPUYER EXCLUSIVEMENT SUR DES SOURCES INTERNES POUR FINANCER LEURS INVESTISSEMENTS

Parmi les entreprises de l'UE, 16 % ne sollicitent pas de financement externe car elles sont satisfaites de recourir à des financements internes ou n'ont pas besoin de financement. Les PME sont plus nombreuses (18 %) à se déclarer satisfaites de recourir à des financements internes que les grandes entreprises (13 %).

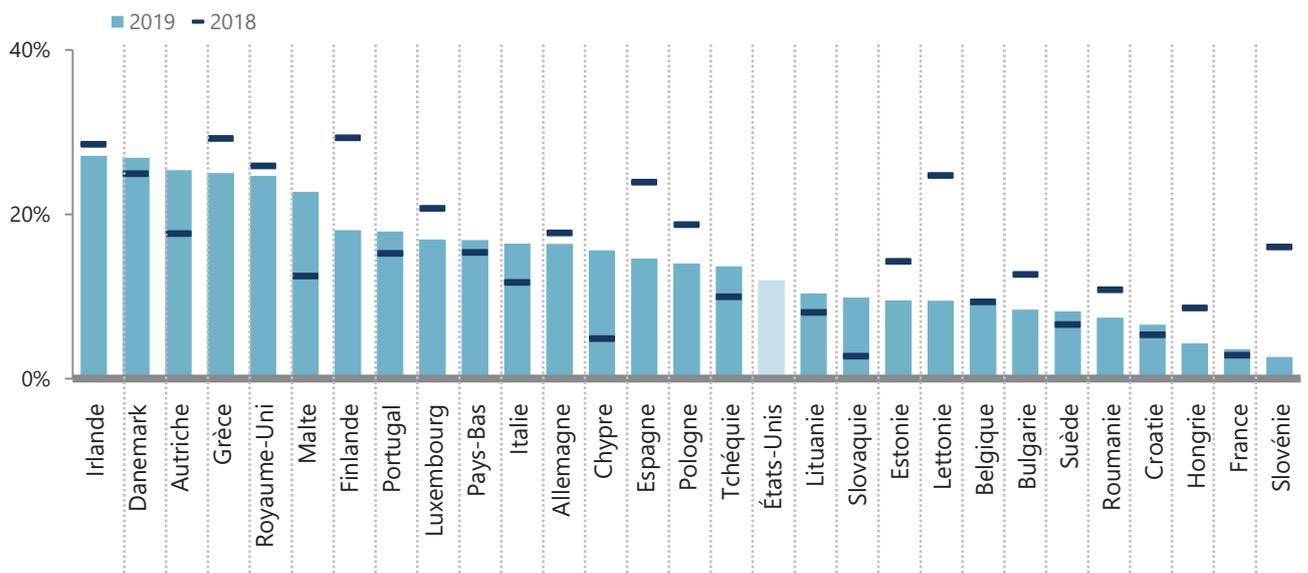
Les entreprises en Irlande sont les plus susceptibles d'être satisfaites de s'appuyer sur des sources internes ou de ne pas avoir besoin de financements (27 %), à l'opposé des entreprises en Slovaquie et en France qui sont les moins susceptibles de faire ce constat (3 % dans les deux cas).



Q. Quelle était votre motivation principale pour ne pas solliciter un financement externe pour vos activités d'investissement ? Nous étions satisfaits de recourir à un financement interne/nous n'avions pas besoin d'un financement.

Échantillon : toutes les entreprises.

## PROPORTION DES ENTREPRISES SATISFAITES DE S'APPUYER EXCLUSIVEMENT SUR DES SOURCES INTERNES POUR FINANCER LEURS INVESTISSEMENTS PAR PAYS



Q. Quelle était votre motivation principale pour ne pas solliciter un financement externe pour vos activités d'investissement ? Nous étions satisfaits de recourir à un financement interne/nous n'avions pas besoin d'un financement.

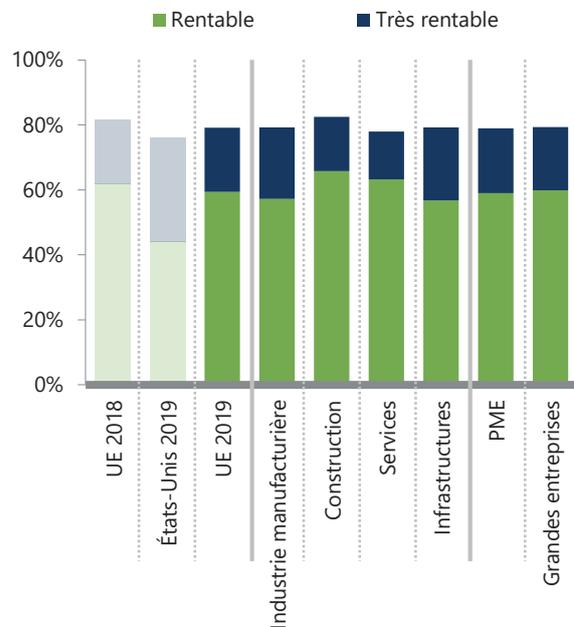
Échantillon : toutes les entreprises.

# Financement de l'investissement

## PROPORTION DES ENTREPRISES RENTABLES

Une entreprise sur cinq dans l'UE indique être très rentable, un niveau identique à celui de l'enquête EIBIS 2018. La proportion d'entreprises très rentables est la plus élevée dans le secteur des infrastructures (22 %) et la plus faible dans le secteur des services (15 %). La proportion d'entreprises indiquant être très rentables est plus élevée aux États-Unis que dans l'UE (32 %, contre 20 %).

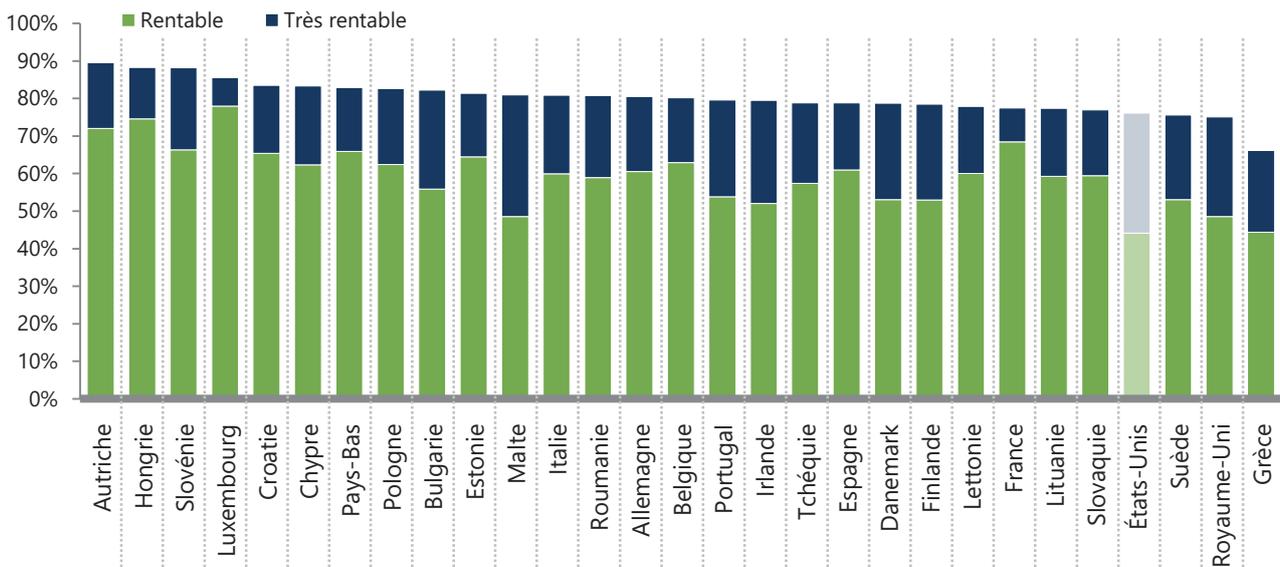
Dans l'UE, la proportion d'entreprises très rentables reste la plus élevée à Malte (32 %, ce qui est comparable au résultat de l'enquête EIBIS 2018) et la plus faible en France (9 %) et en Grèce (8 %).



Q. Si l'on tient compte de toutes les sources de revenu au cours du dernier exercice financier, votre entreprise a-t-elle généré un bénéfice ou une perte avant impôt, ou le résultat était-il nul ? Par une entreprise « très rentable », on entend une entreprise qui affiche un ratio bénéfice/chiffre d'affaires de 10 % ou plus.

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## PROPORTION DES ENTREPRISES RENTABLES PAR PAYS



Q. Si l'on tient compte de toutes les sources de revenu au cours du dernier exercice financier, votre entreprise a-t-elle généré un bénéfice ou une perte avant impôt, ou le résultat était-il nul ? Par une entreprise « très rentable », on entend une entreprise qui affiche un ratio bénéfice/chiffre d'affaires de 10 % ou plus.

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Accès au financement

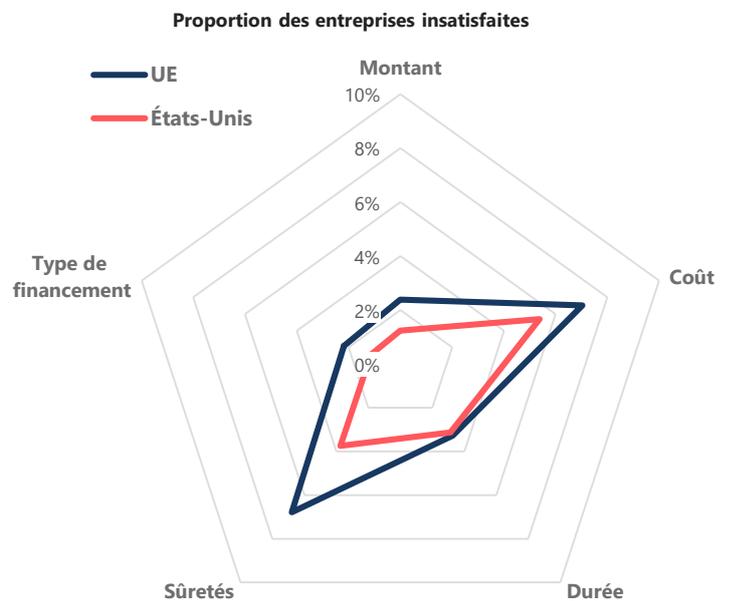
## DEGRÉ D'INSATISFACTION QUANT AUX FINANCEMENTS EXTERNES REÇUS

Parmi les entreprises de l'UE qui ont eu recours à des financements externes, une minorité n'est pas satisfaite à plusieurs égards : montant, coût, durée, sûreté ou type de financement reçu.

Le motif d'insatisfaction le plus important parmi les entreprises de l'UE concerne l'exigence d'une sûreté et le coût des financements externes (7 % pour l'un comme pour l'autre).

En général, la proportion des entreprises qui expriment leur insatisfaction quant au financement reçu correspond aux résultats ressortant de l'enquête EIBIS 2018.

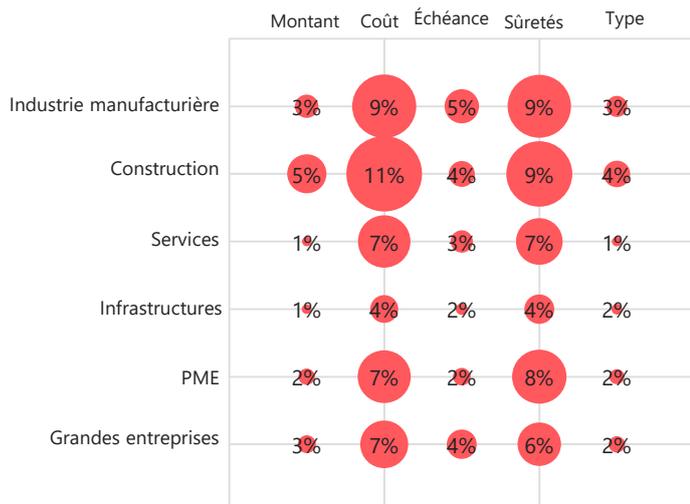
Le degré d'insatisfaction est légèrement plus élevé parmi les entreprises européennes que parmi leurs homologues américaines sur quasiment tous les aspects des financements externes, en particulier la sûreté et les coûts.



Q. Quel est votre degré de satisfaction ou d'insatisfaction concernant... ?

Échantillon : toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes pendant le dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

## DEGRÉ D'INSATISFACTION QUANT AUX FINANCEMENTS EXTERNES REÇUS PAR SECTEUR ET PAR CATÉGORIE D'ENTREPRISES



Le degré d'insatisfaction parmi les entreprises du secteur des infrastructures est moindre sur tous les aspects des financements externes.

Q. Quel est votre degré de satisfaction ou d'insatisfaction concernant... ?

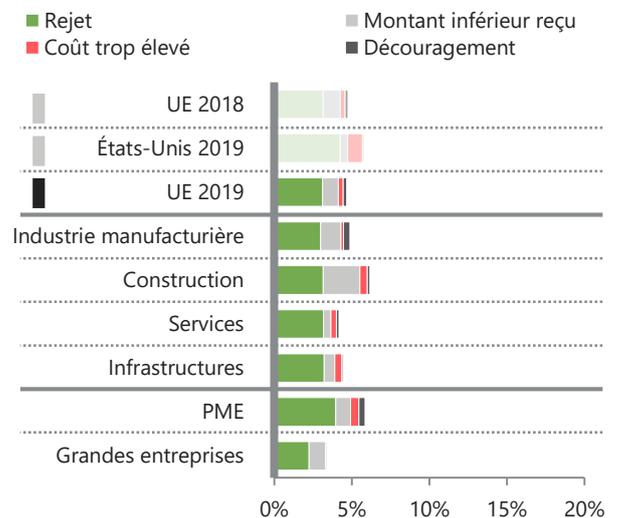
Échantillon : toutes les entreprises de l'UE qui ont eu recours à des financements externes pendant le dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Accès au financement

## PROPORTION D'ENTREPRISES RESTREINTES DANS LEURS POSSIBILITÉS DE FINANCEMENT

Dans l'UE, 5 % des entreprises peuvent être considérées comme soumises à des contraintes financières pour ce qui est de l'accès aux financements externes. Cette proportion est la même que dans l'enquête EIBIS 2018. Les PME sont deux fois plus susceptibles d'être soumises à des contraintes financières que les grandes entreprises (6 % contre 3 %).

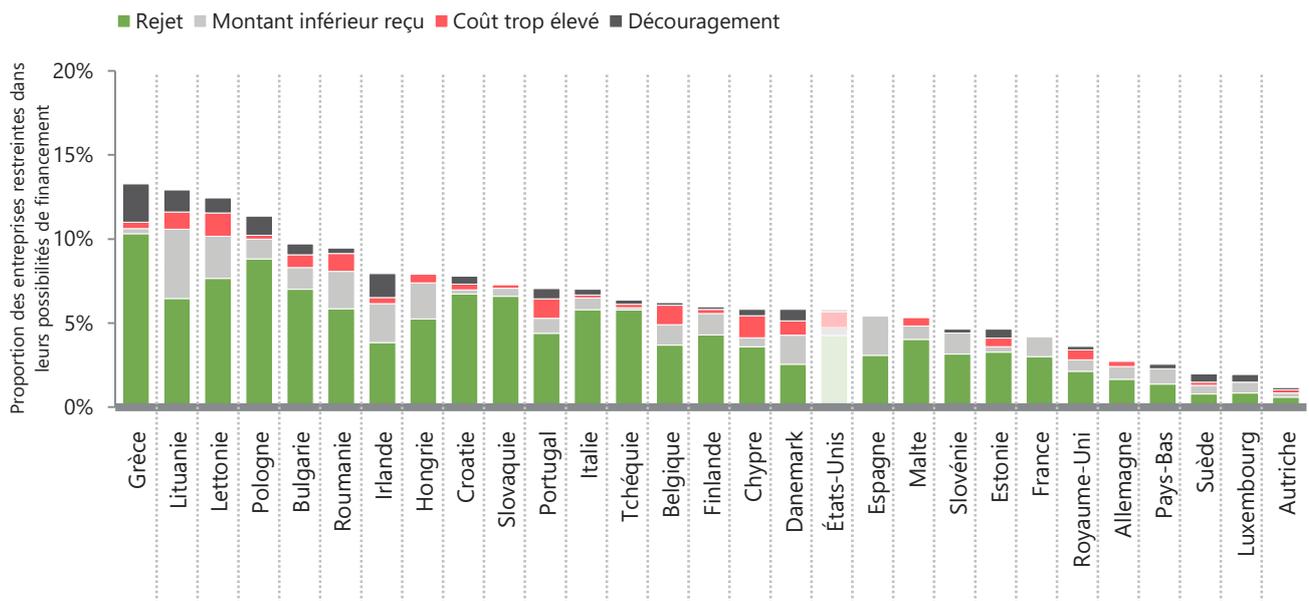
La Grèce et la Lettonie enregistrent la proportion la plus élevée d'entreprises restreintes dans leurs possibilités de financement (respectivement 13 % et 12 %), tandis que l'Autriche (1 %), la Suède et le Luxembourg (2 % dans les deux pays) enregistrent la proportion la plus faible.



Parmi les entreprises restreintes dans leurs possibilités de financement figurent : celles insatisfaites par le montant des financements obtenus (montant inférieur), celles qui ont sollicité des financements externes mais ne les ont pas obtenus (demande rejetée) et celles qui n'en n'ont pas sollicités car elles estimaient que les coûts d'emprunt seraient trop élevés (trop onéreux) ou qu'elles obtiendraient un refus (dissuadées).

Échantillon : toutes les entreprises.

## PROPORTION D'ENTREPRISES RESTREINTES DANS LEURS POSSIBILITÉS DE FINANCEMENT PAR PAYS

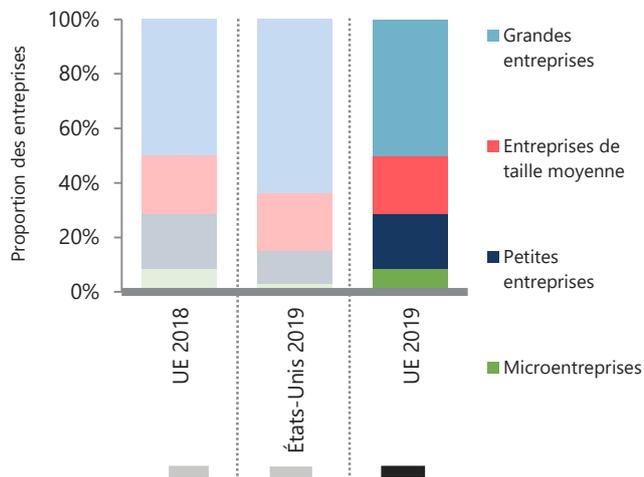


Parmi les entreprises restreintes dans leurs possibilités de financement figurent : celles insatisfaites par le montant des financements obtenus (montant inférieur), celles qui ont sollicité des financements externes mais ne les ont pas obtenus (demande rejetée) et celles qui n'en n'ont pas sollicités car elles estimaient que les coûts d'emprunt seraient trop élevés (trop onéreux) ou qu'elles obtiendraient un refus (dissuadées).

Échantillon : toutes les entreprises.

# Profil des entreprises

## CONTRIBUTION À LA VALEUR AJOUTÉE PAR CATÉGORIE D'ENTREPRISES



Les grandes entreprises (plus de 250 employés) représentent la moitié de la valeur ajoutée (50 %) dans l'UE. Les entreprises de taille moyenne sont à l'origine de 21 % de la valeur ajoutée, les petites entreprises représentant un pourcentage similaire (20 %). Les microentreprises génèrent 9 % de la valeur ajoutée.

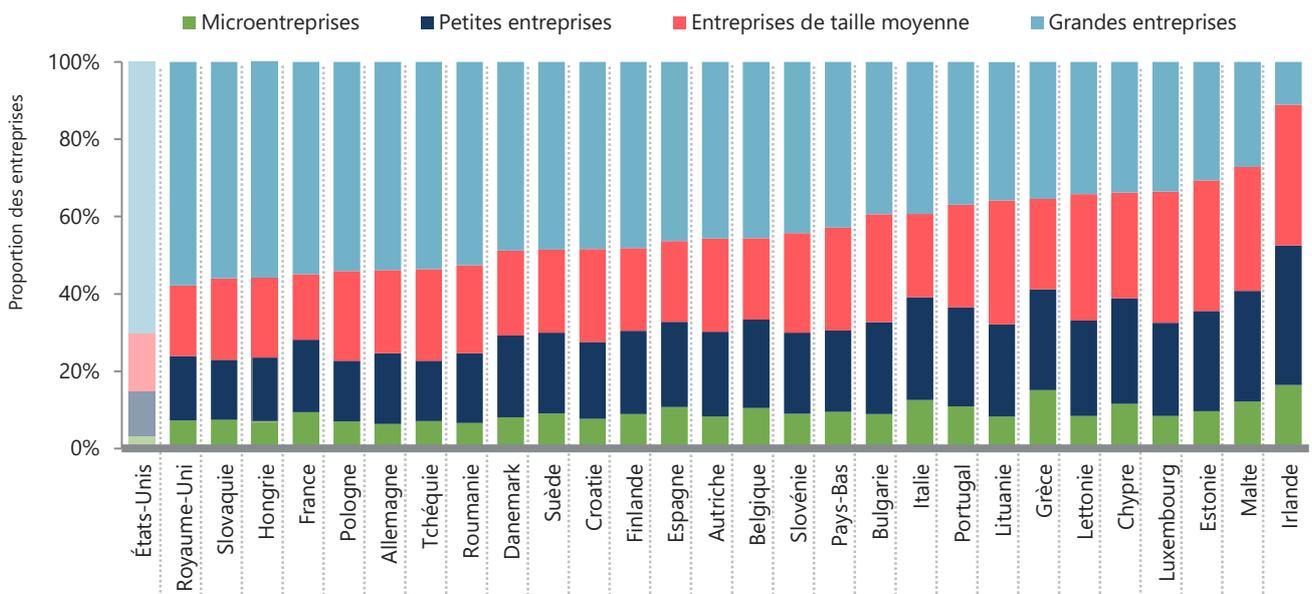
Par rapport aux États-Unis, les entreprises de petite taille contribuent davantage à la valeur ajoutée dans l'UE.

Parmi les pays de l'UE, la contribution à la valeur ajoutée des petites entreprises est la plus élevée en Irlande, à Malte et en Estonie. La contribution à la valeur ajoutée de cette catégorie d'entreprises est la moins élevée au Royaume-Uni et en Slovaquie.

Les graphiques illustrent la contribution relative à la valeur ajoutée des entreprises appartenant à une catégorie particulière dans la population d'entreprises prise en considération, c'est-à-dire toutes les entreprises d'au moins 5 employés actives dans les secteurs couverts par l'enquête. Microentreprises : 5 à 9 employés ; petites entreprises : 10 à 49 employés ; entreprises de taille moyenne : 50 à 249 employés ; grandes entreprises : plus de 250. La part de l'Irlande est bien plus élevée mais elle est plafonnée à des fins d'efficacité de la pondération.

Échantillon : toutes les entreprises.

## RÉPARTITION PAR CATÉGORIE D'ENTREPRISES ET PAR PAYS

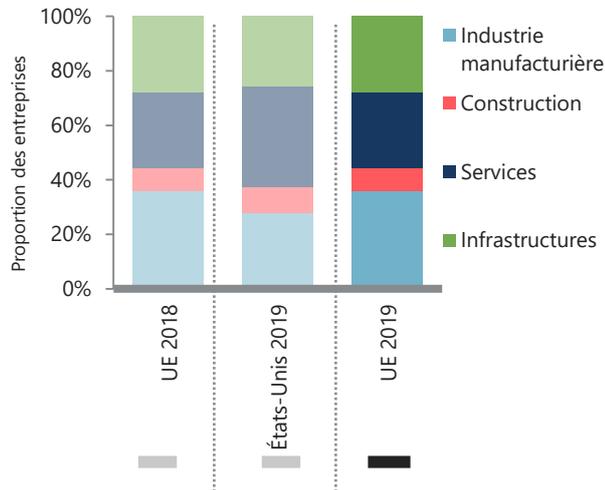


Les graphiques illustrent la contribution relative à la valeur ajoutée des entreprises appartenant à une catégorie particulière dans la population d'entreprises prise en considération, c'est-à-dire toutes les entreprises d'au moins 5 employés actives dans les secteurs couverts par l'enquête. Microentreprises : 5 à 9 employés ; petites entreprises : 10 à 49 employés ; entreprises de taille moyenne : 50 à 249 employés ; grandes entreprises : plus de 250. La part de l'Irlande est bien plus élevée mais elle est plafonnée à des fins d'efficacité de la pondération.

Échantillon : toutes les entreprises.

# Profil des entreprises

## CONTRIBUTION À LA VALEUR AJOUTÉE PAR SECTEUR



L'industrie manufacturière représente plus d'un tiers de la valeur ajoutée dans l'UE (36 %). La contribution à la valeur ajoutée des entreprises du secteur des infrastructures représente 28 %, comme celle des entreprises du secteur des services. La part de la valeur ajoutée attribuable aux entreprises du secteur de la construction est de 9 %.

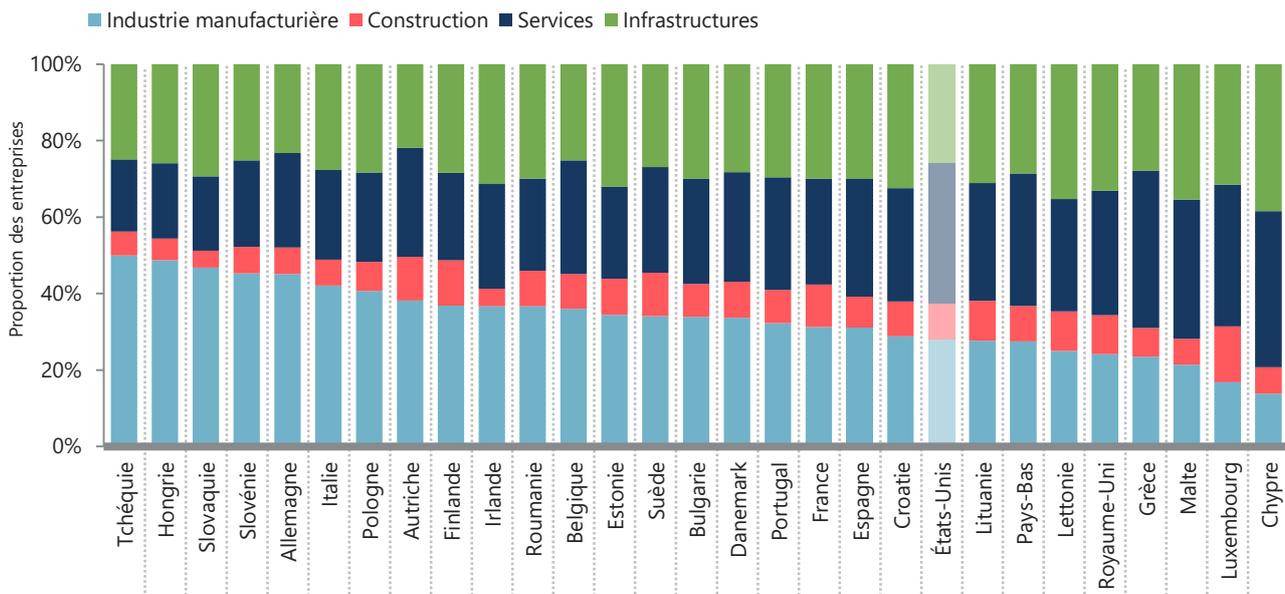
Par rapport aux États-Unis, la contribution à la valeur ajoutée dans l'UE est plus élevée dans l'industrie manufacturière et le secteur des infrastructures.

La contribution à la valeur ajoutée de l'industrie manufacturière est la plus élevée en Tchéquie (50 %) ; la contribution du secteur des infrastructures est la plus élevée à Malte et en Lettonie (35 % dans les deux cas), tandis que la contribution des entreprises du secteur des services à la valeur ajoutée est la plus élevée en Grèce et à Chypre (41 % dans les deux cas).

Les graphiques illustrent la contribution relative à la valeur ajoutée des entreprises appartenant à un secteur particulier dans la population d'entreprises prise en considération.

Échantillon : toutes les entreprises.

## RÉPARTITION DES ENTREPRISES PAR SECTEUR ET PAR PAYS



Les graphiques illustrent la contribution relative à la valeur ajoutée des entreprises appartenant à un secteur particulier dans la population d'entreprises prise en considération.

Échantillon : toutes les entreprises.

# Profil des entreprises

## GESTION STRATÉGIQUE

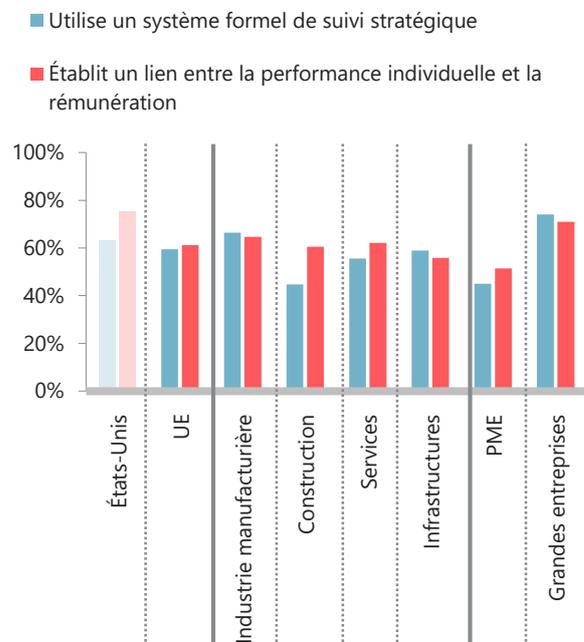
Dans l'UE, trois entreprises sur cinq déclarent s'appuyer sur un système de suivi stratégique des résultats (60 %) et établir un lien entre la performance individuelle et la rémunération (61 %). Aux États-Unis, elles sont respectivement 63 % et 76 %.

Dans l'UE, les entreprises manufacturières sont les plus susceptibles de s'appuyer sur un système de suivi stratégique (66 %), tandis que les entreprises du secteur de la construction sont les moins susceptibles d'y recourir (45 %). Les entreprises de l'industrie manufacturière sont également les plus susceptibles d'établir un lien entre la performance individuelle et la rémunération (65 %), tandis que les entreprises du secteur des infrastructures sont les moins susceptibles d'établir un tel lien (56 %). Les grandes entreprises sont nettement plus susceptibles de faire état de ces deux aspects que les PME.

Les entreprises en Finlande sont les plus susceptibles de s'appuyer sur un système de gestion stratégique (92 %) et les entreprises en Tchéquie sont les plus susceptibles d'établir un lien entre la performance individuelle et la rémunération (98 %).

Q. Votre entreprise a) s'appuie-t-elle sur un système stratégique formel de suivi de l'activité (qui mesure les résultats actuels de l'entreprise à l'aune d'une série de grands indicateurs de résultat stratégiques) et b) établit-elle un lien entre la performance individuelle et la rémunération ?

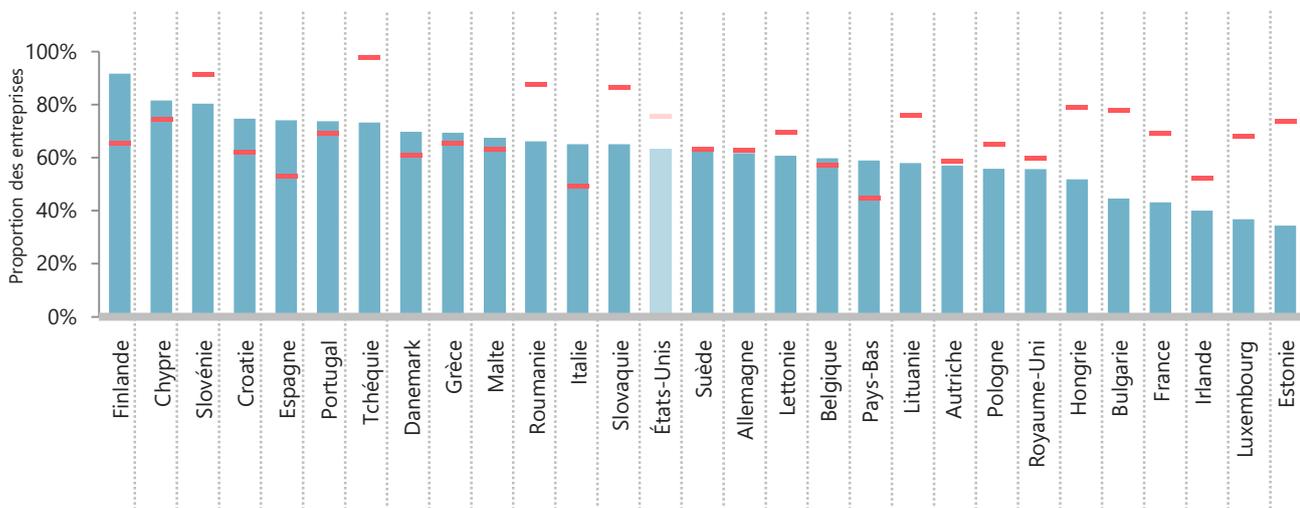
Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).



## GESTION STRATÉGIQUE PAR PAYS

■ Utilise un système formel de suivi stratégique

■ Lien entre la performance individuelle et la rémunération



Q. Votre entreprise a) s'appuie-t-elle sur un système stratégique formel de suivi de l'activité (qui mesure les résultats actuels de l'entreprise à l'aune d'une série de grands indicateurs de résultat stratégiques) et b) établit-elle un lien entre la performance individuelle et la rémunération ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Profil des entreprises

## GESTION DE L'ENTREPRISE

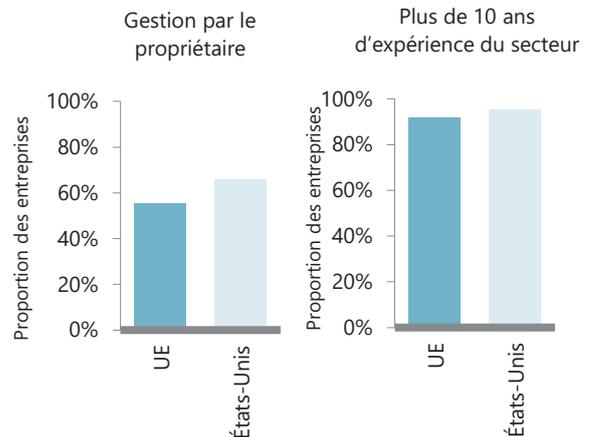
Dans l'UE, 55 % des entreprises sont détenues ou contrôlées par leur PDG ou un membre de sa famille, contre 66 % des entreprises aux États-Unis.

Dans l'UE, les PME sont plus susceptibles d'être gérées par leur propriétaire que les grandes entreprises (74 %, contre 37 %). La proportion d'entreprises gérées par leur propriétaire y est la plus élevée dans le secteur de la construction (68 %) et la plus faible dans le secteur des infrastructures (46 %). Chypre est le pays de l'UE affichant la proportion la plus élevée d'entreprises gérées par leur propriétaire (91 %).

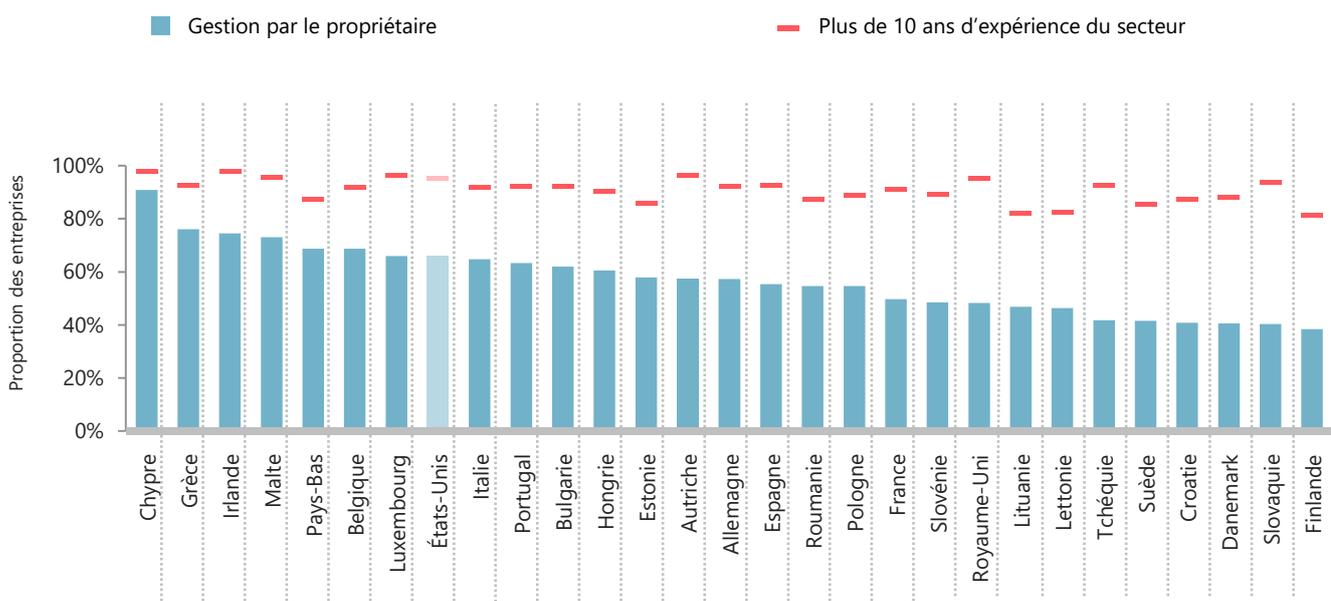
La vaste majorité des entreprises (92 %) indiquent qu'elles sont gérées par une personne disposant de dix ans d'expérience au moins dans l'industrie ou le secteur dont elles relèvent.

Q. Le PDG ou le chef d'entreprise a) détient-il ou contrôle-t-il l'entreprise ou a-t-il placé un membre de sa famille qui détient ou contrôle l'entreprise et b) a-t-il plus de dix ans d'expérience dans le secteur ou l'industrie dont relève l'entreprise ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).



## GESTION DE L'ENTREPRISE PAR PAYS



Q. Le PDG ou le chef d'entreprise a) détient-il ou contrôle-t-il l'entreprise ou a-t-il placé un membre de sa famille qui détient ou contrôle l'entreprise et b) a-t-il plus de dix ans d'expérience dans le secteur ou l'industrie dont relève l'entreprise ?

Échantillon : toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre).

# Enquête EIBIS 2019 – Détails techniques pour l'UE

## INTERVALLES DE TOLÉRANCE APPLICABLES AUX POURCENTAGES SE SITUANT AU NIVEAU INDIQUÉ OU S'EN RAPPROCHANT

Les données finales sont calculées en fonction d'un échantillon et non pour l'ensemble de la population d'entreprises dans l'UE et aux États-Unis de sorte que les pourcentages obtenus sont soumis aux intervalles de tolérance de l'échantillonnage. Ces derniers varient en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage concerné.

	UE 2019	UE 2018	États-Unis 2019	Industrie manufacturière	Construction	Services	Infrastructures	PME	Grandes entreprises	Comparaison entre 2019 et 2018 dans l'UE	Comparaison entre l'industrie manufacturière et le secteur de la construction
	(12 672)	(12 355)	(803)	(3 794)	(2 614)	(3 186)	(2 922)	(10 694)	(1 978)	(12 672 contre 12 355)	(3 794 contre 2 614)
10 % ou 90 %	1,0 %	1,0 %	2,9 %	1,8 %	2,1 %	1,9 %	1,9 %	0,8 %	1,8 %	1,4 %	2,7 %
30 % ou 70 %	1,5 %	1,5 %	4,4 %	2,8 %	3,2 %	2,8 %	2,9 %	1,3 %	2,8 %	2,2 %	4,2 %
50 %	1,7 %	1,7 %	4,8 %	3,0 %	3,5 %	3,1 %	3,2 %	1,4 %	3,0 %	2,3 %	4,6 %

## GLOSSAIRE

<b>Investissement</b>	Il est considéré qu'une entreprise a investi si elle a dépensé plus de 500 EUR par employé pour des activités d'investissement dans l'intention de maintenir ou d'accroître ses recettes futures.
<b>Cycle d'investissement</b>	Il est déterminé en se basant sur les investissements attendus pendant l'exercice financier en cours par rapport à ceux du dernier exercice, ainsi que sur le pourcentage d'entreprises dont les investissements sont supérieurs à 500 EUR par employé.
<b>Industrie manufacturière</b>	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE), les entreprises du groupe C (industrie manufacturière).
<b>Secteur de la construction</b>	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE), les entreprises du groupe F (construction).
<b>Secteur des services</b>	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE), les entreprises du groupe G (commerce de gros et de détail) et du groupe I (hébergement et restauration).
<b>Secteur des infrastructures</b>	Selon la nomenclature statistique des activités économiques dans l'UE (NACE), les entreprises des groupes D et E (services collectifs), du groupe H (transports et entreposage) et du groupe J (information et communication).
<b>PME</b>	Entreprises comptant entre 5 et 249 employés.
<b>Grandes entreprises</b>	Entreprises comptant au moins 250 employés.

# Enquête EIBIS 2019 – Détails techniques

**TAILLE DES ÉCHANTILLONS** (note : Les États-Unis ont été inclus pour la première fois dans l'enquête EIBIS en 2019 – 220 entreprises de l'industrie manufacturière, 160 entreprises du secteur de la construction, 220 entreprises du secteur des services et 200 entreprises du secteur des infrastructures ont été interrogées – 619 PME et 184 grande entreprises.)

Définition de l'échantillon et référence des pages	Comparaison entre 2019 et 2018 dans l'UE	États-Unis 2019	Industrie manufacturière de l'UE – 2019	Secteur de la construction de l'UE – 2019	Secteur des services de l'UE – 2019	Secteur des infrastructures de l'UE – 2019	PME de l'UE – 2019	Grandes entreprises de l'UE – 2019
<b>* Graphiques regroupant plusieurs échantillons – en raison de l'espace limité, seul l'échantillon le plus petit est montré (l'échantillon le plus petit par secteur en p. 13).</b>								
Toutes les entreprises, p. 4, 5, 15, 18, 19, 22, 25, 26, 27, 28*	12 672 / 12 355	803	3 794	2 614	3 186	2 922	10 694	1 978
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 3.	11 967 / 11 790	711	3 584	2 484	2 994	2 758	10 148	1 819
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 6.	12 343 / 12 095	775	3 716	2 533	3 099	2 841	10 427	1 916
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 7.	10 005 / 10 126	620	3 051	2 082	2 429	2 312	8 546	1 459
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 8.	10 188 / 10 088	624	3 155	2 063	2 453	2 384	8 546	1 642
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 9.	10 247 / 10 004	639	3 089	2 124	2 539	2 360	8 714	1 533
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 9.	11 697 / 11 343	735	3 541	2 419	2 939	2 651	9 900	1 797
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 10.	12 351 / 12 068	772	3 705	2 554	3 099	2 842	10 427	1 924
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 11.	8 802 / 9 095	516	2 744	1 802	2 094	2 044	7 492	1 310
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 12 et 13*.	12 360 / n. d.	777	3 732	2 595	3 144	2 889	10 456	1 904
Toutes les entreprises (sauf celles qui ont répondu que la société n'existait pas il y a trois ans), p. 14 et 17*.	12 640 / 12 335	802	3 783	2 605	3 176	2 920	10 664	1 976
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 16.	12 216 / 11 952	778	3 672	2 517	3 074	2 804	10 345	1 871
Toutes les entreprises qui ont investi au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 20.	9 407 / 9 030	587	2 712	2 066	2 304	2 207	8 088	1 319
Toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 21.	4 578 / 4 323	255	1 405	967	966	1 193	3 794	784
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 23.	10 980 / 10 865	605	3 352	2 247	2 712	2 536	9 241	1 739
Toutes les entreprises qui ont eu recours à des financements externes au cours du dernier exercice financier (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 24*.	4 426 / 4 212	245	1 372	940	924	1 144	3 667	759
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 29.	12 201 / n. d.	762	3 656	2 513	3 069	2 815	10 320	1 881
Toutes les entreprises (sauf celles qui ne savent pas ou ont refusé de répondre), p. 30.	12 440 / n. d.	782	3 730	2 563	3 135	2 858	10 507	1 933











**Banque  
européenne  
d'investissement**

*La banque de l'UE*

**Département Analyses économiques**

 [economics@eib.org](mailto:economics@eib.org)  
[www.eib.org/economics](http://www.eib.org/economics)

**Bureau d'information**

 +352 4379-22000  
 [info@eib.org](mailto:info@eib.org)

**Banque européenne d'investissement**

98-100, boulevard Konrad Adenauer  
L-2950 Luxembourg  
 +352 4379-1  
[www.eib.org](http://www.eib.org)

 [twitter.com/EIB](https://twitter.com/EIB)

 [facebook.com/EuropeanInvestmentBank](https://facebook.com/EuropeanInvestmentBank)

 [youtube.com/EIBtheEUBank](https://youtube.com/EIBtheEUBank)

© European Investment Bank, 11/2019 print: QH-01-19-790-FR-C ISBN 978-92-861-4402-8 doi:10.2867/494303  
PDF: QH-01-19-790-FR-N ISBN 978-92-861-4403-5 doi:10.2867/644180

# Union européenne

Vue d'ensemble

## ENQUÊTE BEI SUR L'INVESTISSEMENT

# 2019